

LE MONDE A BESOIN D'UN CHANGEMENT RADICAL

Programme électoral du
Parti Suisse du Travail -
Parti Ouvrier Populaire

PST-POP - 2023



pst-pop.ch

PROGRAMME ÉLECTORAL

Parti Suisse du Travail – Parti Ouvrier Populaire

2023

NOS REVENDICATIONS

Le monde a besoin d'un changement radical	2
Préserver le pouvoir d'achat des classes populaires.....	8
Rachat de Crédit Suisse par UBS.....	9
Pour le maintien et le développement des services publics.....	14
Pour l'égalité des droits et une vie digne pour toutes et tous	16
Solutions à l'urgence climatique	19
Finance	22
Energie.....	22
Agriculture.....	23
Industrie.....	24
Transports	25
Des retraites sûres pour une vie dans la dignité	27
Démocratie réelle	29
Une Suisse accueillante pour toutes et tous.....	32
Pour de nouveaux accords avec les États européens	35
Pour une neutralité pacifique et antimilitariste	40
Pour une armée strictement défensive et sous contrôle démocratique strict	41
Pour un système de santé au service de la population.....	42
Logement.....	43
Culture	45
Formation	45
Pour une démocratisation et une souveraineté numérique.....	47
Pour le socialisme et contre la barbarie	49

Le monde a besoin d'un changement radical

Pourquoi le Parti Suisse du Travail – Parti Ouvrier Populaire (PST-POP) participe-t-il aux élections ? Pour lutter pour une société plus juste et solidaire et contre les injustices criantes et pour bâtir une société socialiste en accord avec les réalités de notre pays. Mais cette question mérite une réponse plus approfondie.

Les crises du capitalisme s'aggravent

Le capitalisme est basé sur l'exploitation de la majorité au profit de quelques-uns. Il ne sera pas possible de modifier la situation actuelle sans changer de système.

C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que le système capitaliste mondial traverse une crise grave et profonde. Ou plus exactement plusieurs crises, qui sont toutes issues de ses contradictions structurelles et qui se renforcent mutuellement. Des crises qui vont en s'aggravant et qui ébranlent profondément ce système ainsi que chacun et chacune d'entre nous. Des crises qui ne peuvent pas être résolues dans le cadre du système capitaliste : crise sanitaire, économique, sociale, démocratique, migratoire, guerres ; crise écologique enfin, qui menace de tout emporter si des solutions radicales ne sont pas mises en place rapidement.

Jusqu'à présent, les mesures prises pour faire face aux différentes crises sont imposées par le grand capital et ses représentants et représentantes politiques et ont pour but de sauver le système capitaliste. Ce sont les salariés et salariées, les petits indépendant et indépendantes, les chômeurs et chômeuses, la majorité des retraités et retraitées et beaucoup de jeunes qui en supportent les conséquences. Face à la pandémie, les gouvernements bourgeois, dont le Conseil fédéral, se sont surtout empressés d'aider les entreprises. Les indemnisations pour les personnes n'ont été que lacunaires, partielles et plus tardives. Ainsi beaucoup de travailleurs et travailleuses modestes au chômage partiel ont perdu 20% de leur salaire. Et aujourd'hui, face à la crise économique qui va s'aggravant, le Conseil fédéral ne veut surtout rien faire pour soutenir le pouvoir d'achat des classes populaires, durement entamé par le renchérissement du coût de la vie, tandis qu'il n'a eu aucun mal à débloquer dix milliards de francs pour les distributeurs d'électricité en manque de liquidités, ou six milliards pour des avions de combat totalement inutiles.

Les conditions de vie et de travail de nombreuses personnes en Suisse et en Europe se sont ainsi considérablement détériorées. Les travailleurs et travailleuses doivent lutter contre les pressions du patronat pour revoir leurs salaires et leurs conditions de travail à la baisse. Depuis des années, même certaines parties de la classe ouvrière et de la classe moyenne, qui étaient mieux loties dans les décennies passées, s'appauvrissent. La jeune génération est particulièrement touchée. En dépit d'une bonne éducation, beaucoup de gens connaissent une situation plus mauvaise que celle de leurs parents et leurs grands-parents, avec moins de travail salarié disponible et davantage de précarité. Dans le même temps la richesse produite par la société augmente, et les jeunes s'inquiètent à juste titre de savoir s'ils auront encore un avenir.

Toutes les contradictions du capitalisme se sont dramatiquement aggravées. Karl Marx et Friedrich Engels ont répondu à la question de savoir comment la bourgeoisie surmonte les crises de son système économique : « D'une part par la destruction forcée d'une masse de forces productives, d'autre part par la conquête de nouveaux marchés et une exploitation

plus poussée des anciens marchés. Comment par conséquent ? En préparant des crises plus généralisées et plus violentes et en réduisant les moyens de les prévenir » (1848, *Manifeste du parti communiste*). C'est totalement exact. Les mesures prises par les États capitalistes pour tenter de juguler la crise née de la pandémie ont reposé sur une politique monétaire expansionniste, sur les taux négatifs, sur l'injection massives de liquidités dans l'économie ; en clair, sur la planche à billets. Ces mesures ont permis d'éviter une plongée de l'économie dans une grande dépression, mais elles ont aussi aggravé les causes structurelles de la crise du capitalisme : la suraccumulation du capital. Aussi, maintenant, la crise se manifeste sous la forme de l'inflation. Pour tenter de juguler l'inflation cette fois, les banques centrales changent leur fusil d'épaule, augmentent leurs taux directeurs, et procèdent à une politique monétaire restrictive. Ces mesures limiteront peut-être l'inflation, ce qui n'est même pas certain, mais pourraient plonger l'économie dans la récession, causer une hausse massive du chômage et une dégradation supplémentaire des conditions d'existence des classes populaires.

Pendant ce temps, la mondialisation a du plomb dans l'aile. Les chaînes d'approvisionnement sont perturbées. L'aggravation des contradictions du capitalisme conduit à un durcissement entre puissances impérialistes. Le monde se divise de plus en plus en blocs opposés les uns aux autres. Le multilatéralisme fait de plus en plus place à un affrontement agressif, et les guerres se multiplient. Ce regain du militarisme et de l'industrie de l'armement menacent la survie même de l'humanité. De plus, la guerre est également une catastrophe d'un point de vue écologique et contribue à l'aggravation du changement climatique. Face à cette menace imminente et grave, face à laquelle il est urgent d'agir, les gouvernements bourgeois ne font rien, ou beaucoup trop peu, préférant ménager les intérêts à court terme de la bourgeoisie. C'est que, même le GIEC le dit, une solution réelle au changement climatique exige un changement de système ; en clair, une rupture avec le capitalisme.

Si on reste dans le système capitaliste plus longtemps, les choses ne pourront aller qu'en empirant. Plus que jamais, le monde a besoin d'un changement radical.

Résistance au sein du parlement, mais pas seulement

Les élections fédérales ne sont pas un but en soi pour le PST-POP, mais une opportunité parmi d'autres de s'engager pour une transformation de la société. Nous voulons donner une voix aux travailleurs et aux travailleuses, ainsi qu'à tous ceux et à toutes celles qui n'ont aujourd'hui pas de véritable représentation au parlement, bien qu'ils et elles soient essentiels pour le fonctionnement de notre société.

La lutte parlementaire ne résoudra pas les problèmes du capitalisme. Mais elle permet de mieux faire entendre les revendications de la population et éventuellement d'obtenir des améliorations. En même temps, les intérêts qui sont représentés au parlement peuvent être démasqués et combattus. Nous voulons montrer que même en Suisse, il existe des forces qui s'opposent à la dictature du capital. Pour toutes ces raisons, le PST-POP participe aux élections. Comme le disait Lénine : « Utilisons le terrain parlementaire pour notre cause révolutionnaire ! »

Avec Denis de la Reussille, le PST-POP a un représentant au Conseil national qui se distingue nettement de ceux des partis bourgeois et de la gauche réformiste. Notre conseiller national a ainsi déposé plusieurs objets parlementaires, pour critiquer la politique antipopulaire du Conseil fédéral, défendre des revendications sociales et porter une position

internationaliste, à contre-courant de la politique étrangère de la Confédération. Comme il fallait s'y attendre, le Conseil fédéral et la majorité de droite de l'Assemblée fédérale n'ont jamais donné de réponses satisfaisantes à ces interventions. Mais ce combat verrait son impact décuplé avec davantage d'élus et d'élues du PST-POP.

Ceci en sachant que le travail parlementaire ne peut être efficace que s'il est soutenu par un mouvement extra-parlementaire fort. C'est pourquoi l'implication directe des personnes concernées, le lien avec les difficultés concrètes de la vie quotidienne et le soutien de toutes les actions qui promeuvent la participation directe des personnes aux processus de décision sont d'une importance capitale pour notre travail politique.

Enfin, nous sommes conscients qu'une proportion considérable de travailleurs et travailleuses dans notre pays n'ont pas le droit de vote et que, par conséquent, notre lutte se déroule principalement en dehors du parlement. En communiquant constamment avec les actrices et les acteurs sociaux qui portent les revendications des opprimés, il sera possible d'avoir une plus grande force dans les rapports de classes qui dominent notre société.

C'est dans l'esprit d'un changement radical que nous avons discuté et adopté ce programme.

Une répartition très inégale des richesses

820,95 milliards de francs suisses. Soit CHF 820'950'000'000.-. Telle était la richesse totale des 300 personnes les plus riches de Suisse en 2022. Leur fortune a augmenté de 114 milliards en deux ans, une des hausses les plus importantes enregistrée depuis la création du ranking du magazine économique Bilanz. Depuis 2010, les fortunes des 300 personnes les plus riches de la Suisse ont connu une croissance débridée.

Leur richesse moyenne se monte à 2.74 milliards de francs. En 1989, elle s'élevait à « seulement » 600 millions. Pour ces 300 les plus riches, la fortune moyenne a été multipliée par 4,2 depuis cette date tandis que pendant la même période, le PIB par tête a été multiplié seulement par 3,6.

Durant la même période, la fortune de près de 60% de la population n'a pas bougé d'un centime, restant sous la barre des CHF 50'000. Répartie de manière équitable, la fortune captée par ces 300 personnes représenterait environ CHF 100'000 pour chaque habitant ou habitante, enfants compris !

Autre statistique incroyable : le chiffre d'affaires des 15 plus grandes entreprises, les « Big 15 », s'élevait à environ 1280 milliards de francs suisses en 2017. Les trois plus grands (Vitol, Glencore International et Cargill International) représentent ensemble un chiffre d'affaires de plus de 710 milliards par an. En même temps, l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse d'augmenter depuis 1989.

La pauvreté pour de plus en plus de personnes

En 2020, d'après les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, 722'000 personnes, soit 8,5% de la population de notre pays, vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Beaucoup d'entre elles sont des enfants et des adolescents. Mais il y a aussi un nombre supérieur à

la moyenne de familles monoparentales, de familles avec trois enfants ou plus et de personnes peu qualifiées qui ne peuvent trouver une nouvelle activité après avoir perdu leur emploi, ou bien travaillant dans des secteurs à faible productivité ou à bas salaire, ou occupant des emplois particulièrement précaires (temporaires, sur appel, etc.). Parmi eux, 158'000 personnes sont des « working poor », ce qui signifie que bien qu'étant employés, leur salaire ne leur permet pas de sortir de la pauvreté.

Le seuil de pauvreté se situait, en moyenne, en 2020, à 2279 francs par mois pour une personne seule et à 3963 francs par mois pour une famille biparentale avec deux enfants de moins de 14 ans. Après déduction des frais de logement et d'assurance maladie, il lui restera, par mois, 986 francs. Il restera seulement 1834 francs suisses pour une famille monoparentale, et 2110 francs suisses pour une famille biparentale avec deux enfants. La nourriture, les vêtements, la communication, la consommation d'énergie, la gestion courante du ménage, les soins médicaux, les frais de transport, les divertissements et l'éducation, l'hygiène personnelle ainsi que les passe-temps doivent être payés avec cette somme.

A peine mieux loties sont les personnes à « risque de pauvreté », soit pouvant tomber dans la pauvreté à la moindre dépense imprévue. Un seuil se montant à 2506 francs par mois (ou 30'072 par année) pour une personne seule, et 5262 pour une famille biparentale avec deux enfants. Cette fois, sont à risque de pauvreté en Suisse près de 1,3 millions de personnes (15,4% de la population), parmi lesquelles 300'000 travaillent (8,2% de la population active). Un autre problème est la pauvreté croissante des personnes âgées : en 2017, 204'800 personnes ont bénéficié de prestations complémentaires à l'AVS et 114'200 à l'AI. Le nombre de personnes dépendantes de prestations complémentaires (PC) augmente régulièrement, avec une croissance de 22'000 personnes de 2013 à 2017.

Cette situation a empiré depuis la pandémie. Il suffit de voir les milliers de personnes qui ont eu besoin des distributions alimentaires pour pouvoir survivre, comme les travailleurs et travailleuses au noir qui n'ont pas pu bénéficier d'aides ou les travailleurs et travailleuses sans qualification. Un problème qui s'est encore aggravé depuis la levée des mesures sanitaires, les structures de distribution alimentaires étant encore plus sollicitées en 2022 qu'elles ne l'étaient au plus fort de la pandémie.

Sans les prestations complémentaires AVS, qualifiées de temporaires au moment de leur introduction, environ 320'000 personnes ne pourraient pas vivre de manière décente. Il ne faut pas oublier non plus les personnes qui ne reçoivent pas de prestations complémentaires, parce qu'elles ne les demandent pas, souvent parce qu'elles ne savent pas qu'elles y ont droit.

La politique bourgeoise au service des marchés financiers

On pourrait se demander pourquoi le parlement ne fait rien pour empêcher cet accroissement de la pauvreté et des inégalités de richesse. C'est simple : les parlementaires fédéraux sont liés par plus de 2000 mandats à divers conseils d'administration, et ils sont rémunérés pour cela. Dans leurs choix politiques, ils défendent les intérêts de ceux qui les paient. Il s'agit essentiellement de grandes entreprises suisses qui sont des acteurs importants sur les marchés financiers et qui sont donc ainsi indirectement représentés au parlement. Il en résulte que les élus et élues sont donc tout simplement au service des acteurs des marchés financiers et leur sont subordonnés. Seul un très petit nombre de ces mandats représentent les intérêts d'organismes sans but lucratif. Ajoutons à cela les

pressions scandaleuses exercées par les lobbies de la santé, de l'immobilier et des principaux secteurs économiques.

Cadeaux fiscaux et démantèlement social

Les décisions politiques au parlement correspondent à cet équilibre des pouvoirs. Elles sont vendues à la population sous des slogans tels que « promotion des conditions-cadre » ou encore « mesures d'économie nécessaires ». Mais dans les faits, les décisions politiques de nos parlementaires peuvent facilement être résumées comme suit :

- a) allègements fiscaux en faveur des grandes entreprises et des riches ;
- b) démantèlement de l'État social.

Le constat est clair, les réductions des dépenses sociales et les cadeaux fiscaux sont directement liés.

La majorité du parlement a réussi à faire passer en votation populaire la réforme de l'imposition des entreprises RFFA – malgré l'échec de la RIE III, précédente mouture de cette révision, en votation populaire –, un nouveau cadeau fiscal colossal au grand capital. Cette réforme ne fut possible que dans la mesure où elle était liée, à l'intérieur d'un paquet ficelé, à une « contrepartie sociale », un financement additionnel de l'AVS, et obtint pour cette raison le soutien du PSS et de l'appareil syndical sous domination social-démocrate.

La promesse était qu'au moins ainsi une réforme dans le sens du démantèlement de l'AVS ne serait plus nécessaire. Mais, quelques années après à peine, la droite parvient à faire passer une augmentation de l'âge de départ à la retraite des femmes, et une hausse de la TVA pour tout le monde, malgré l'opposition du PSS cette fois-ci.

Conclusion : moins-disant fiscal et démantèlement social sont étroitement corrélés, et la politique de « compromis » avec la droite menée par la social-démocratie n'est qu'un accompagnement d'une politique néolibérale, une trahison sur toute la ligne des intérêts des classes populaires et des principes de la justice sociale.

Une partie de la lutte des classes

Il pourrait en être autrement : L'augmentation d'un seul pour cent de l'imposition des 300 citoyennes et citoyens suisses les plus riches rapporterait à elle seule plus de 8 milliards de francs suisses. L'imposition d'un seul pour cent du chiffre d'affaires des « Big 15 » rapporterait à la Confédération près de 13 milliards de francs suisses de recettes. A titre de comparaison, les dépenses totales budgétées par la Confédération pour 2023 s'élèvent à 86,2 milliards de francs.

La répartition des richesses existantes, qui est une question purement politique et donc aussi une conséquence logique de la représentation des intérêts au parlement, fait partie de la lutte des classes.

La répartition inégale des richesses est le signe le plus apparent du capitalisme. Un petit nombre possède presque tout, la majorité presque rien. C'est une injustice. Le monde a la tête à l'envers. Nous l'aiderons à se remettre sur ses pieds.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Une augmentation de l'impôt sur les bénéfices et sur le capital des sociétés de capitaux ;
2. Une importante augmentation de l'impôt sur les gains immobiliers ;
3. L'introduction d'un impôt sur les transactions financières ;
4. L'introduction d'un impôt fédéral sur les successions ;
5. La mise à niveau et l'introduction du taux unique d'imposition des communes et des cantons ;
6. La nationalisation et le contrôle démocratique des banques et de tous les secteurs stratégiques de l'économie ;
7. Une hausse des impôts sur les grosses fortunes et sur les gros revenus ;
8. La suppression de la TVA sur les produits de base ;
9. L'abolition complète du secret bancaire pour en finir avec les paradis fiscaux ;
10. L'abolition des forfaits fiscaux ;
11. Le maintien des droits de timbre ;
12. Le maintien de la valeur locative ;
13. Sur demande, la possibilité de faire déduire les impôts directement du salaire.

Préserver le pouvoir d'achat des classes populaires

En plus de l'augmentation phénoménale des primes d'assurance-maladie, en plus de la hausse continue des loyers, la population de notre pays doit désormais faire face à l'inflation qui ronge encore plus son pouvoir d'achat. Tout augmente, sauf les salaires, les retraites et les prestations sociales !

La hausse du prix de l'électricité, qui atteint en moyenne 27%, voire beaucoup plus dans certaines communes, est particulièrement brutale. La situation sur le marché de l'électricité est tellement catastrophique, que même les partis bourgeois reconnaissent que le marché libre ne fonctionne pas et qu'il faut revenir à davantage de régulation.

Les causes de ces phénomènes inflationnistes sont multiples. Il y a une reprise, rapide mais irrégulière, d'où une désorganisation des chaînes d'approvisionnement et des pénuries. Il y a les conséquences de la guerre en Ukraine, avec la hausse du prix des hydrocarbures et des denrées alimentaires. Il y a enfin des phénomènes purement spéculatifs : les entreprises pétrolières, notamment, font des profits record en ce moment, et sont les premières bénéficiaires de la hausse du prix à la pompe.

Mais l'explication des phénomènes inflationnistes ne s'y réduit pas. L'inflation est simplement la forme sous laquelle la crise structurelle du capitalisme se manifeste actuellement. Cette crise était déjà en germe avant la pandémie. Pour juguler l'inflation, les banques centrales sont en train de relever leurs taux directeurs. Ce tour de vis pourrait limiter l'inflation, mais risquerait de causer une récession, ou une crise de la dette, ou les deux. S'ensuivrait une nouvelle politique d'austérité, dont les classes populaires souffriraient. Le capitalisme ne peut pas trouver de solution à ses propres crises, qu'il engendre fatalement.

Le renchérissement du coût de la vie est d'ores et déjà intolérable pour les classes populaires. Le Conseil fédéral estime pourtant qu'il ne faudrait surtout rien faire, et le parlement a adopté des mesures de soutien au pouvoir d'achat ridiculement insuffisantes. C'est intolérable ! Le pouvoir d'achat devrait être une priorité politique aujourd'hui.

Face au renchérissement du coût de la vie, le PST-POP préconise des mesures immédiatement applicables et des objectifs de lutte pour les travailleuses et les travailleurs pour défendre leur niveau de vie contre les empiétements du capital.

Concrètement nous revendiquons :

1. L'indexation (adaptation) des salaires, des rentes et des prestations sociales au coût de la vie ;
2. Un contrôle des prix sur les denrées de base et des hydrocarbures ;
3. Un contrôle étatique des loyers ;
4. L'indexation sur le salaire des primes d'assurance maladie et la création d'une caisse unique ;
5. Le maintien et le développement des services publics et des infrastructures collectives plutôt que de courir derrière le marché capitaliste et ses exigences de profit.

Rachat de Crédit Suisse par UBS : socialisation des pertes et privatisations des bénéfiques, ça suffit ! Une solution structurelle est nécessaire

Le secteur bancaire de notre pays est désormais dominé par un monopole dont le poids représente le double du PIB de la Suisse, suite à l'expropriation imposée par le Conseil fédéral, la BNS et la FINMA des actionnaires de Crédit Suisse en faveur d'UBS. Pour imposer cette transaction, le Conseil fédéral a agi selon le droit de nécessité, un état d'urgence dont le peuple n'était pas même au courant qu'il avait été proclamé, utilisant des pouvoirs discrétionnaires et suivant une procédure secrète. Ce sous pression des USA et classifiant tous les documents par-dessus le marché. Cette façon de faire pose un grave problème démocratique. La Suisse glisse vers un capitalisme monopoliste d'État, sous gouvernance autoritaire par le Conseil fédéral. Il n'y a rien à attendre de bon d'un tel tournant. Car le Conseil fédéral, en gouvernement capitaliste qu'il est, utilise ses pouvoirs discrétionnaires au seul service de la bourgeoisie, et au détriment du peuple. Le même gouvernement qui a pu mettre sur la table 9 milliards de garanties d'argent pour l'UBS, et 100 milliards pour la BNS (qui, elle a accordé un crédit de 50 milliards à Crédit Suisse, et 100 milliards à l'UBS) en quelques jours, a presque immédiatement annoncé un plan d'austérité de quelques 600 millions de francs par an, sur le dos de l'assurance chômage, de l'AVS et du développement des transports ferroviaires. Le PST-POP combat résolument cette politique de socialisation des pertes et de privatisation des bénéfiques, tout comme les pouvoirs discrétionnaires du Conseil fédéral. Par ailleurs, la fameuse « indépendance » de la BNS dissimule mal un pouvoir de classe au service de l'oligarchie financière ; cette « indépendance » doit être remplacée par un contrôle démocratique, pour une politique monétaire démocratiquement décidée au service des intérêts généraux du pays.

D'autant plus que la « solution » du Conseil fédéral revient à aggraver à terme le problème, plutôt qu'à le résoudre. Créer un super monopole bancaire privé, tellement gros que même la BNS ne serait pas en mesure de le sauver, peut difficilement passer pour une bonne idée. Et cette fusion n'est pas en mesure d'empêcher le déclenchement d'une crise financière. Car cette crise est de nature structurelle. Il s'agit d'une crise de suraccumulation du capital, plus particulièrement d'un capital financier hypertrophié et parasitaire. Cette crise est potentiellement plus grave que celle de 2008, et dans tous les cas plus complexe. Car aujourd'hui, elle se surajoute à plusieurs crises préexistantes : inflation, renchérissement des matières premières, pénuries, rupture de chaînes d'approvisionnement, guerres, tensions géopolitiques, fragmentation du marché mondial en zones économiques et monétaires qui tendent à devenir de plus en plus cloisonnées... Dans cet enchevêtrement de crises, il n'existe pas dans le cadre du système de bonne solution à un problème qui n'en aggraverait pas un autre.

Les causes de la crise sont structurelles, les solutions doivent l'être également. Des mesures réformistes dans le cadre du système (plus de régulation, pouvoirs accrus à la FINMA, plus d'exigences en matière de fonds propres, etc.) seraient tout à fait insuffisantes, et ne s'attaqueraient pas aux causes profondes du problème. Elles ne serviraient à rien pour empêcher une nouvelle crise de grande ampleur, pour la bonne et simple raison que le capitalisme est structurellement en crise, et engendre nécessairement des crises. Un changement de système est nécessaire. Le PST-POP considère que le secteur de la finance doit être nationalisé, et mis au service du bien commun. L'économie de notre pays est actuellement prise en otage par un secteur financier hypertrophié, parasitaire et spéculatif. Ce secteur doit être dégonflé, les activités purement spéculatives supprimées, et une finance à caractère publique mise au service d'une économie restructurée dans l'intérêt du

bien commun, par la relocalisation d'activités productives et écologiquement soutenables, par le développement d'emplois socialement utiles.

Pour la semaine de 35 heures

Le travail salarié est le moyen de subsistance principal pour la grande majorité de la population. Ce qu'on appelle le « prolétariat » n'a donc nullement cessé d'exister. D'autre part, pour quelques personnes riches, le travail des autres est un moyen de s'enrichir de plus en plus sur les dos des travailleurs et travailleuses sans rien produire. Dans le capitalisme, seul un petit nombre de personnes s'approprie la richesse qui provient du travail de la majorité. C'est ce qu'on appelle l'exploitation. Nous voulons éliminer l'exploitation de l'humain par l'humain et permettre le développement social selon les besoins de tous.

Chaque emploi a une valeur. Mais dans la société capitaliste, les travailleurs et travailleuses n'ont rien à dire sur cette valeur : celui qui travaille ne peut décider comment et ce qui doit être produit. La classe ouvrière en Suisse s'efforce déjà de défendre le peu d'acquis qu'elle a obtenus. Elle est donc loin d'intervenir dans les décisions de planification économique.

Promouvoir une politique dans l'intérêt des travailleurs et des travailleuses

Les conventions collectives de travail (CCT) sont les principaux instruments prévus par la loi dont disposent les travailleurs et travailleuses en Suisse pour renforcer leurs droits sur leur lieu de travail. Soutenir et promouvoir une politique dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses nécessite donc une coopération avec les syndicats, entre autres pour défendre et améliorer le contenu des CCT existantes et d'en conquérir de nouvelles là où il n'y en a pas. Le travail non rémunéré et donc rendu invisible doit également être reconnu et recensé dans la nouvelle loi sur le travail.

Cependant, les CCT ne sont pas la solution à tous les problèmes. Les accords entre les organisations patronales et les syndicats sont strictement soumis au principe de la paix du travail, ce qui rend les activités syndicales difficiles et parfois même illégales. La « paix du travail » d'ailleurs inscrite dans la Constitution reste en vigueur pour la classe ouvrière, même si les employeurs continuent de la bafouer. Ils le font notamment en ne respectant pas les contrats qu'ils ont eux-mêmes signés. Nous avons toujours lutté contre le système de paix du travail, car elle a notamment empêché la création d'un véritable code du travail, comme il en existe dans de nombreux pays européens.

Renforcer les droits des travailleurs et des travailleuses

Nous avons besoin d'une nouvelle législation du travail qui place les travailleurs et les travailleuses et les syndicats au centre. Tous les travailleurs et travailleuses doivent avoir la possibilité d'élire leurs délégués dans les entreprises. La démocratie ne doit pas s'arrêter aux urnes. L'extension des droits démocratiques des travailleurs et des travailleuses est le seul moyen de leur assurer un avenir meilleur à long terme. La classe ouvrière doit pouvoir lutter avec l'instrument de la grève, comme moyen collectif de décider de ne pas vendre sa propre force de travail à n'importe quel prix. Comme le dit l'Organisation internationale du Travail : le droit de grève est le premier des droits des travailleurs et travailleuses duquel découlent tous les autres.

Transformation numérique

Le monde du travail est en train de changer rapidement avec la digitalisation, la gestion algorithmique, le télétravail, la surveillance, le travail en plateforme, la robotique, etc. Cependant, les rapports de production ne changeront pas, l'exploitation continuera – mais il est nécessaire de lutter pour les droits sociaux et syndicaux dans ces nouvelles entreprises. Au final, la technologie au service de la classe bourgeoise sert à augmenter les profits, pas à faciliter le travail. Le remplacement continu des moyens de production sous le capitalisme est une nécessité qui rend également l'action syndicale plus difficile. Dans une société socialiste, ces moyens pourraient être utilisés dans l'intérêt de tous, mais pour l'instant, ils ne signifient qu'exploitation et contrôle.

En Suisse, la pandémie de Covid-19 a accéléré de manière spectaculaire ces changements, notamment dans les domaines du télétravail, de la surveillance, de la gestion algorithmique et de la distribution à domicile de produits manufacturés et gastronomiques.

« L'industrialisation 4.0 » met en réseau les personnes, les machines et les biens et organise leurs échanges de données afin de rendre le capitalisme « plus efficace » : production et distribution « à la demande » et « en temps réel », de préférence en pièces individuelles à la demande du client, livraisons en quelques minutes et interventions associées à chaque fois que cela est nécessaire, 24h/24. Dans le capitalisme, la mise en réseau croissante conduit à une concurrence internationale accrue pour l'emploi et donc à la précarisation de nombreux emplois.

Là où l'exploitation est brutale les luttes apparaissent.

De nombreuses luttes se sont développées dans ces nouveaux secteurs, dont une grève des employés de Google à Zurich au début de l'année 2023 et, à l'autre bout du spectre, chez Uber, Smood et DPD où les travailleurs et travailleuses se sont plaints de l'hyperflexibilisation des horaires, des bas salaires et du contrôle total que ces entreprises exercent avec leurs outils informatiques.

Néanmoins, derrière une façade très dure, ce système se révèle très fragile. Par exemple, une contradiction que les syndicalistes ont pu essayer d'exploiter est celle de l'enregistrement de horaires de travail, qui est théoriquement totalement digitalisé et donc enregistré à la minute, mais qu'en pratique les patrons essaient de cacher pour ne pas avoir à payer en entier l'énorme quantité d'heures que ces travailleurs et travailleuses sont contraints de faire.

Contre l'attaque patronale à grande échelle qui se cache derrière la modernisation 4.0

Pour les travailleurs et les travailleuses, « l'industrialisation 4.0 » signifie avant tout une exploitation plus efficace de leur force de travail. L'« auto-optimisation » exigée et contrôlée numériquement dans le monde du travail devient une exigence capitaliste qui contrôle et dicte aussi le comportement durant le temps libre. « Avec la numérisation, les frontières entre travail et vie privée s'estompent », note le lobby pro-patronal Avenir Suisse dans une étude publiée en octobre 2017. Par conséquent, de nouvelles règles sont nécessaires pour permettre aux entreprises d'organiser le temps de travail de manière flexible et adaptée à l'époque. Concrètement, cela signifie : un travail sans fin 24 heures sur 24. Les auteurs de

l'étude recommandent ainsi que la durée maximale hebdomadaire de travail ne soit plus garantie qu'en moyenne annuelle seulement ; autorisant ainsi les horaires les plus « flexibles » selon le bon vouloir de l'employeur.

Au parlement, les bourgeois ne se sont pas fait prier pour suivre les lobbys de l'industrie 4.0. L'excuse de la pandémie et de la nécessité du télétravail a incité les représentants et représentantes des grands patrons à déposer plusieurs interventions visant à déréglementer totalement les heures de travail. Ils veulent réduire les heures de pause entre un tournus et l'autre à 8 heures. Ainsi, les travailleurs et travailleuses n'auraient même plus le temps de rentrer manger et dormir un peu avant de recommencer une nouvelle journée de travail. Ils prétendent augmenter à 60 heures le temps de travail hebdomadaire, pour obliger les travailleurs et travailleuses à contrôler leurs courriels et messages professionnels à n'importe quel moment. Ces propositions vont exactement dans la logique du travailleur hyperconnecté toujours au service de l'entreprise idéalisée par l'industrie 4.0. Notre modèle de développement va totalement à l'encontre de cette tendance. Nous voulons plus de temps libre déconnecté de l'entreprise !

Comme la richesse sociale est fondée sur le travail, celui-ci est pour nous un droit fondamental pour tous les êtres humains. Chaque travail est important et a la même valeur. Nous voulons supprimer l'exploitation de l'humain par l'humain. Le PST-POP défend l'instauration d'un nouveau Code du travail, avec notamment l'institution d'un Tribunal du travail, c'est-à-dire une cour chargée de juger de ce qui concerne le travail et qui soit gratuite pour les travailleurs et travailleuses.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Un droit constitutionnel au travail ;
2. Le droit de grève sans limites, comme l'Organisation internationale du Travail le prévoit ;
3. L'obtention du droit de se réunir en assemblée du personnel pendant le temps de travail, d'élire des délégués et déléguées syndicaux d'entreprise et le droit de grève étendu, ainsi que le droit d'élire des inspecteurs et inspectrices de sécurité sur le lieu de travail au sein de l'entreprise ;
4. L'introduction d'un salaire décent d'au minimum 4500 francs par mois (24.75 francs de l'heure) et d'un salaire minimum pour les apprentis et apprenties, indexés au coût de la vie, ainsi que des aides étatiques ciblées pour les PME, afin qu'elles puissent payer des salaires de 4'500.- ;
5. L'introduction d'un salaire maximum ;
6. L'introduction obligatoire d'un 13^{ème} salaire pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses ;
7. L'introduction de la semaine de 35 heures, sans réduction de salaire, mais avec engagement de personnel ;
8. Un temps maximum de 8 heures de travail journalier ;
9. Aucune déréglementation des horaires des magasins. Une harmonisation à l'échelle nationale peut se faire seulement à condition de limiter les ouvertures des magasins pour un maximum de 11 heures par jour ;
10. L'abolition de la précarité, c'est-à-dire l'établissement d'une véritable protection contre le licenciement pour toutes et pour tous, le droit à la réintégration et l'interdiction du travail intérimaire, du travail sur appel et du salaire au mérite ;

11. Le droit à la formation professionnelle continue financée par les entreprises et l'État ;
12. Le renforcement de la protection de la santé et de la sécurité au travail, notamment en renforçant les contrôles sans préavis et les sanctions vis-à-vis des entrepreneurs et des entrepreneuses ;
13. Des sanctions financières et pénales pour les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
14. L'interdiction des licenciements sans motifs valables ;
15. La lutte contre le dumping salarial et la sous-traitance ;
16. L'interdiction des abus du statut d'indépendant par des entreprises du type Uber : comme l'a déclaré le Tribunal fédéral, les travailleurs et les travailleuses de ces entreprises doivent être considérés comme des salariés et salariées, avec les droits qui en découlent ;
17. La fin de toute forme de discrimination à l'embauche, y compris l'usage d'algorithmes biaisés ;
18. La reconnaissance du burn-out comme étant une maladie professionnelle ;
19. L'interdiction des stages de longue durée non rémunérés ;
20. L'arrêt de la remise en cause des salaires minimaux cantonaux, qui doivent primer sur tout montant inférieur négocié dans une CCT ;
21. Obligation pour l'employeur de déterminer dans le contrat de travail : le droit d'être syndiqué, les cotisations syndicales paritaires incluses dans les assurances sociales, le respect sur l'égalité salariale ;
22. Pour l'égalité salariale, des contrôles réguliers et permanents et si celle-ci n'est pas respectée, des sanctions peu importe le nombre d'employés et d'employées dans l'entreprise ;
23. La reconnaissance du travail domestique avec un salaire et des cotisations au 2^{ème} pilier ;
24. L'interdiction pour les entreprises bénéficiaires ou qui distribuent des dividendes de procéder à des licenciements collectifs ;
25. Le remboursement par les entreprises bénéficiaires qui licencient de tout soutien public, subside ou réduction d'impôt perçu ;
26. Un 1^{er} mai jour férié national ;
27. Le droit effectif à la déconnexion et l'encadrement du télétravail ;
28. L'obligation pour l'employeur de fournir le matériel nécessaire au télétravail (ordinateur par exemple) et d'indemniser les frais d'utilisation professionnelle de l'équipement personnel du foyer ;
29. La suppression des mesures disciplinaires ou de licenciement des travailleurs et travailleuses par des systèmes de gestion algorithmiques sans supervision humaine.

Pour le maintien et le développement des services publics

La politique d'austérité néolibérale dans le service public a causé de gros dégâts et beaucoup de souffrance. Les conséquences sont graves, pour la fonction publique, comme pour l'ensemble de la population. Avec la privatisation, les employés et employées du service public sont de moins en moins nombreux par rapport à l'ensemble de la population, comme dans le cas des hôpitaux, ce qui entraîne du stress et des difficultés pour le personnel.

Toutes les administrations fédérales, cantonales et communales ainsi que tous les services publics et semi-publics tels que les transports publics, les télécommunications, les écoles, les hôpitaux, et l'approvisionnement en énergie se sont vu imposer des critères de gestion repris du secteur privé, même s'ils ne sont absolument pas pertinents en l'occurrence.

Lorsqu'il n'y a pas d'avantages économiques pour le capital, les investissements indispensables ne sont pas réalisés, ou pas dans la mesure où il le faudrait ; les employés et employées sont poussés à une logique individualiste basée sur la société de la performance. Les services non rentables, et pourtant indispensables, sont réduits, voire supprimés. En plus d'éliminer des emplois et d'augmenter le chômage, les services publics se détériorent aussi sensiblement.

Lutter contre le démantèlement des services publics

La nouvelle gestion publique, qui mène à la méritocratie, est la nouvelle doctrine imposée à toutes les institutions publiques. La privatisation et le gel des embauches, comme dans le cas des hôpitaux, sont source de stress et de difficultés pour le personnel.

Heureusement, certains groupes professionnels comme les enseignants et enseignantes ou les infirmières et infirmiers sont capables de se mobiliser et de résister. Dans certains cas, ils ont ralenti les politiques néolibérales promues par les gouvernements locaux. Avec le gouvernement actuel, la mobilisation contre le démantèlement de la fonction publique doit se poursuivre. Nous nous opposerons fermement à tout accord avec l'UE, qui vise à promouvoir le démantèlement du secteur public (santé, transports publics, formation...) et la privatisation de nombreux services de base essentiels tels que l'eau, les écoles, etc.

La privatisation des services publics et leur libéralisation sont des politiques au service du profit des entreprises et des possédants et possédantes. Pour les travailleurs et les travailleuses, cela signifie une détérioration des conditions de travail et des conditions de vie. Le démantèlement de la Poste en est un exemple.

Stopper le démantèlement de la Poste

En l'an 2000, il y avait en Suisse 3'500 offices postaux. Il n'en restait plus que 962 en 2020, un nombre qui devrait baisser encore à seulement 800. Une perte de 77% en 20 ans ! Malgré une série d'interventions parlementaires au niveau cantonal et fédéral ainsi qu'un grand nombre de pétitions de citoyens et citoyennes en colère, les responsables de la Poste ne semblent pas vouloir entendre ce mécontentement de la population. Cela constitue un mépris pour les citoyens et citoyennes et pour le personnel postal. Le PST-POP demande l'arrêt immédiat du démantèlement du service postal pour garantir un service universel sur

l'ensemble du territoire et exige que les communes et les citoyens et citoyennes soient consultés avant tout démantèlement ou transformation des offices postaux.

Actuellement, la Poste remplace des offices postaux par des agences postales dans des petits commerces locaux, où le commerçant est exploité et payé à l'aide d'une prime dérisoire. Beaucoup de commerçants et commerçantes ont finalement renoncés à ouvrir de telles agences. Les agences n'offrent ni l'égalité des prestations, ni la qualité du service. Finalement, la Poste se décharge de sa responsabilité ancrée dans la Loi sur la poste dans l'Art. 13, al. 1 « La Poste assure un service universel » et plus loin : « elle garantit un réseau de points d'accès couvrant l'ensemble du pays ».

Garantir un service public de qualité

Outre le démantèlement des offices postaux sur le territoire, et donc la difficulté pour de plus en plus de personnes à accéder à ce service, de plus en plus de tâches autrefois prises en charge par le personnel sont automatisées. Si une telle évolution est à saluer lorsqu'elle permet de supprimer la pénibilité du travail, elle doit être critiquée lorsqu'elle implique des centaines de suppressions d'emplois et de places d'apprentissages dans le seul but d'augmenter le bénéfice de l'entreprise. En effet, cette automatisation pourrait permettre de réduire le temps de travail des salariés et salariées tout en leur garantissant le même salaire, et ainsi de partager le fruit de l'automatisation entre toutes et tous, et d'améliorer les conditions de vie de celles et de ceux qui font vivre la Poste au quotidien.

Or, les travailleurs et travailleuses postaux subissent au contraire des pressions de plus en plus violentes dans leur travail. Celles et ceux qui remettent en question la politique des dirigeantes et dirigeants font face à des menaces de licenciements. Beaucoup de facteurs et de factrices ont un emploi temporaire et sont engagés par des agences d'intérim tel ADECCO, mis sous pression, chronométrés et suivis électroniquement. Les employés et employées au guichet sont contraints de vendre des billets de loterie ou des assurances, devant atteindre un certain chiffre d'affaires sous peine d'être sanctionnés. Or, l'entreprise se porte fort bien, avec plus de CHF 800'000.- de bénéfices en 2017 et un salaire annuel pour son patron de près de CHF 1'000'000.-.

La Poste est une entreprise de droit public qui appartient à 100% à la Confédération, et donc aux citoyens et citoyennes. Elle ne doit pas être gérée comme une entreprise privée dont le but est de réaliser des bénéfices à tout prix ! Le rôle de la Poste est d'assurer la distribution du courrier et des paquets sur le territoire, pas de générer du profit.

Nous défendons les services publics et leur rôle dans la constitution d'une société plus juste, plus agréable et plus égalitaire. Nos adversaires cherchent au contraire à maximiser le profit potentiel de toute activité, et donc à privatiser de tels services publics. La Poste, les CFF, Swisscom, les hôpitaux, autant d'exemples de l'appétit de celles et ceux qui ne pensent qu'à leurs profits.

C'est ce qui s'est passé à l'hôpital de la Providence à Neuchâtel : après que l'hôpital ait été racheté par le groupe privé Genolier, la convention collective (CCT Santé 21) a été dénoncée et les services non-médicaux et qui ne relèvent pas des soins ont été délocalisés. Avec pour conséquence une baisse des salaires et des réductions de postes. Ceci s'est produit avec l'accord du gouvernement neuchâtelois, lequel a laissé le groupe Genolier remettre en question ladite CCT malgré un règlement précisant qu'elle devait être respectée pour accomplir des missions publiques dans la santé.

Pour l'égalité des droits et une vie digne pour toutes et tous

Le principe de l'égalité des droits existe depuis 1981 avec la loi sur l'égalité, qui vise à éliminer les discriminations dont souffrent les femmes dans la vie professionnelle. L'article 8 de la Constitution fédérale stipule : « L'homme et la femme sont égaux en droit ». Cela s'applique à l'égalité juridique dans la famille, l'éducation et le travail. Le PST-POP soutient résolument le principe de l'égalité des sexes.

Économiser des milliards sur le dos des femmes

La Constitution fédérale et la Loi sur l'égalité interdisent donc clairement que les femmes gagnent moins pour un travail de valeur égale. Dans la pratique, cette interdiction n'est pas respectée. Plusieurs décennies plus tard, les femmes continuent de gagner 18 % de moins que les hommes dans des postes comparables. Si l'on prend en compte le travail invisible, comme le travail d'assistance, cette inégalité se monte à 40%. Un projet de loi montre à quel point les femmes sont dupées par les entreprises : si l'homme gagne 4500 francs, la femme ne reçoit que 3600 francs pour un travail équivalent. Chaque année, la valeur du travail d'assistance non rémunéré, fourni en majorité par les femmes, s'élève à 242 milliards de francs. Au total, cela représente une perte d'environ 10'000 francs suisses par an par femme. Ce montant s'élève à 350'000 francs sur toute la durée de vie professionnelle.

L'égalité des sexes ne peut pas se réaliser sous le capitalisme

Dans nos sociétés capitalistes, l'inégalité économique que subissent les femmes en comparaison des hommes n'est plus à démontrer : retraites moins élevées, inégalité salariale, frein à l'embauche, plafond de verre dans l'évolution de la carrière professionnelle, précarité des femmes seules avec enfants, emplois à très basses rémunérations occupés majoritairement par des femmes... La liste est longue. L'assignation des femmes à des rôles spécifiques au sein de la sphère familiale, et à une place de second plan dans la sphère productive, est une caractéristique que l'on retrouve dans toutes les sociétés de classes. Ainsi, aux yeux des employeurs, en comparaison des forces de travail masculines, la particularité des femmes est de présenter une disponibilité réduite en raison de leur maternité potentielle. Dans le cadre du système capitaliste, la maternité potentielle ou réelle des femmes au cours de leur vie est loin d'être un détail biologique anodin : c'est autour de cette distinction que s'articulent les structures genrées de l'exploitation (notamment l'inégalité salariale) et l'idéologie qui les légitime.

Mais cela est aussi dû au patriarcat et aux rôles de genre qu'il définit. Il s'agit d'un héritage dont profitent les marchés et le patronat.

Cette conception de la division du travail en fonction du sexe a un effet. En Suisse, la part d'emplois à temps partiel des femmes est la seconde plus élevée parmi les pays de l'OCDE, juste après les Pays-Bas : 44,6 % des femmes travaillent à temps partiel, contre 11,2 % des hommes. Ce temps partiel est souvent lié à leur insécurité financière.

Nous soutenons activement les luttes pour la mise en œuvre de l'égalité salariale. Cependant, nous ne perdons pas de vue la perspective à long terme : l'émancipation complète des sexes ne peut être atteinte que par l'abolition du mode de production capitaliste. C'est-à-dire seulement si les travailleurs et les travailleuses obtiennent le

contrôle démocratique des moyens de production. En ce sens, les différents mouvements se mobilisant pour l'application de l'égalité salariale, ainsi que la grève des femmes, sont parfaitement encourageants. Mais ne perdons pas de vue qu'à long terme, l'émancipation complète des travailleuses, comme des travailleurs, devra nécessairement passer par l'abolition du système de production capitaliste : ce n'est que lorsque les travailleurs et travailleuses prendront le contrôle démocratique des moyens de production que les travailleurs cesseront d'être considérés comme une main-d'œuvre exploitable à l'envie, et que les travailleuses cesseront d'être considérées comme une main-d'œuvre de seconde zone aux ambitions limitées.

Nous savons qu'il n'y a pas grand-chose à attendre à ce niveau de la part des institutions politiques. Après la grève des femmes de 2019, les parlements se sont un peu féminisés, mais l'exemple de la contre-réforme AVS21 a confirmé qu'une parlementaire de droite n'a aucun scrupule à voter contre l'intérêt des femmes. De ce fait il est nécessaire que les femmes participent activement au processus de changement et de développent d'une politique critique vis-à-vis de toutes les expressions du patriarcat.

Trop de violence

En Suisse, comme dans le monde entier, les femmes ainsi que les personnes queer et trans sont exposées à de nombreuses violences : physique, psychique, structurelle et économique. Une féminicide a lieu toutes les deux semaines en Suisse. Souvent ces violences sont cachées, exploitent et humilient le corps de la femme que l'on utilise aussi comme marchandise et instrument de publicité. Cette violence sexuelle est l'expression de l'appropriation patriarcale du corps des femmes et les met, partout, en situation de vulnérabilité. On peut en dire autant des diverses atteintes aux droits acquis.

Les discriminations structurelles envers les orientations et identités sexuelles jugées « non-conformes » socialement constituent une autre modalité de la violence qui découle nécessairement du patriarcat.

Sans une lutte radicale contre le sexisme et le patriarcat, les changements sociétaux et sociaux ne peuvent avoir lieu. C'est une lutte qui nous concerne toutes et tous. Afin de bâtir une société solidaire où tous sont égaux, il est nécessaire que nous luttons ensemble, côte à côte, êtres humains de tous les genres !

Concrètement, nous revendiquons :

1. Le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
2. L'obligation (avec contrôle) pour les entreprises de rendre transparentes les salaires ;
3. La mise en place d'un congé parental payé de 18 mois, à répartir entre les deux parents et l'interdiction du licenciement des parents qui retournent au travail après un congé parental ;
4. La garantie pour toutes et tous d'un accès de qualité et gratuit aux structures d'accueil de la petite enfance et du parascolaire (jusqu'à 13 ans) ;
5. La protection contre les violences de genre ;
6. Le droit pour chacune à disposer de son propre corps, en garantissant notamment l'accès à la contraception et à l'interruption de grossesse ;

7. Une éducation sexuelle dès les classes primaires qui aborderait les questions des abus, du genre, de stéréotypes et de discriminations ;
8. La suppression de la TVA sur les produits d'hygiène féminine et une mise à disposition gratuite dans les lieux de formation et les lieux publics ;
9. L'application de la Convention d'Istanbul qui reconnaît que la violence faite aux femmes constitue une violation des droits humains ;
10. La mise en œuvre de campagnes de prévention contre toute violence physique et psychique vis-à-vis des femmes, y compris chez le gynécologue, médecins traitants, dentistes, pharmacies, etc. ;
11. La garantie des moyens et des ressources financières pour les services à l'attention des femmes ;
12. Le soutien à la solution « seul un oui est un oui » en matière de consentement ;
13. La garantie que les plaintes des femmes victimes de violences soient systématiquement prises en charge par la police et un meilleur suivi judiciaire ;
14. Une formation spécifique de la police et la possibilité pour les femmes victimes de violence de choisir si elles veulent que leur dossier soit traité uniquement par une femme ;
15. La mise en place d'un plan préventif dans les écoles, gymnases et écoles professionnelles contre les violences sexistes et sexuelles, favorisant l'apprentissage du consentement dès le plus jeune âge ;
16. Le développement de la recherche dans le domaine de la contraception, par exemple la pilule masculine et les contraceptifs non hormonaux ;
17. La prise en charge des mesures contraceptives médicales permanentes, telles que les vasectomies ou les stérilisations, par l'assurance maladie obligatoire ;
18. La prise en charge des opérations de réassignation sexuelle et les mesures telles que l'hormonothérapie par l'assurance maladie obligatoire.

Mêmes droits pour toutes et tous

Le sexisme est l'oppression qui hiérarchise les sexes en créant des groupes distincts exploités de façon différente. Ce modèle est imposé à chacune et chacun, et tout écart est réprimé socialement et légalement.

Concrètement, nous revendiquons :

1. La protection contre les violences et les discriminations basées sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ;
2. La fin des discriminations légales des couples et des parents homosexuels ;
3. La fin de la psychiatrisation des transidentités et la reconnaissance légale du genre vécu sans stérilisation forcée ;
4. Le droit à l'autodétermination du genre pour les personnes intersexes et transgenres et l'accès à un traitement médical si désiré ;
5. Des campagnes préventives pour lutter contre les violences sexuelles, homophobes et transphobes dans les entreprises, écoles, clubs sportifs etc. ;
6. L'ouverture de maisons d'accueil pour les personnes LGBT+ qui sont rejetées par leur famille ;
7. La mise en place d'un plan ambitieux de prévention contre le harcèlement et le suicide qui frappent durement les jeunes LGBT+.

Solutions à l'urgence climatique, lutte contre les véritables responsables de la dégradation de l'environnement

La question de l'écologie est souvent présentée comme un problème général dans lequel chacun porte sa part de responsabilité. Les tenants de l'écologie mainstream prônent un impossible et contradictoire capitalisme vert, et une écologie antisociale, ciblant avant tout la responsabilité individuelle « du » consommateur – indistinct, quelle que soit son appartenance de classe ; par exemple, le principe d'empreinte écologique a été introduite par le lobby pétrolier afin de mettre l'accent sur l'individu – , et recourant, en guise d'instrument privilégié, à des taxes « incitatives », socialement injustes, car frappant durement les plus modestes, dont la responsabilité dans la catastrophe en cours est infime; et inefficace, car laissant les plus riches continuer leur mode de vie écologiquement insoutenable au prix d'un surcoût pour eux négligeable, alors qu'ils sont les grands responsables de l'imposition au monde entier d'un système économique destructeur de l'environnement.

Le PST-POP s'oppose à cette perspective et pense que la seule façon de préserver notre planète est de gérer nos ressources naturelles de manière durable, globale et solidaire. Cela nécessite un changement de système. Plus que jamais, il est nécessaire de trouver des solutions contre la destruction de l'environnement. Cette destruction est le résultat du mode de production capitaliste et de son impératif d'accumulation du capital sans fin, de la mondialisation néolibérale et de l'absence totale de règles pour les entreprises multinationales. L'objectif de ces multinationales est et reste de maximiser les profits autant que possible, indépendamment des conséquences écologiques et sociales. Mais leurs objectifs ne sont pas les nôtres !

Les grandes entreprises continuent de piller les ressources naturelles dans le monde entier, en particulier dans les pays les plus pauvres. Sans changement radical, ils elles pourront encore le faire en toute impunité, avec des conséquences tragiques pour l'environnement et les populations. En même temps, elles continueront à promouvoir un mode de vie, de production et de consommation dans les pays riches qui met en danger l'équilibre écologique de la planète. Conformément aux données présentées dans le CDP Carbon Major Report (2017), il est établi que 100 entreprises sont responsables à elles seules de 71% des émissions de gaz à effet de serre entre 1988 et 2015. S'il s'agit donc de responsabiliser des acteurs, c'est bien de celles-ci dont il doit être question en premier lieu. L'empreinte écologique n'est clairement pas la même selon la classe sociale. Les 10% les plus riches de la planète sont ainsi responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre sur la planète, les 50% les plus pauvres de seulement 10%. Rien qu'en Suisse la place financière émet 15 à 20 fois plus d'émissions de CO2 par an que toute la population réunie. Les multinationales établies en Suisse quant à elles, émettent six à neuf fois plus que les émissions Suisse, pour un total de 2 à 3% des émissions mondiales. Au fond, c'est le mode de vie des plus riches qui est écocide, et n'est pour cette raison plus tolérable.

Les multinationales suisses sont à l'avant-garde de la course pour s'accaparer les ressources naturelles : Nestlé, championne de la privatisation de l'eau dans les pays du Sud ; Glencore, reine du commerce des matières premières ; ou Syngenta, grand pollueur d'eau dans le monde, ne sont que quelques exemples des acteurs mondiaux suisses qui exploitent sans merci l'environnement au nom de leurs profits. Ce sont les vrais responsables de la catastrophe en cours qui doivent payer pour les changements indispensables. Nous ne sommes clairement pas toutes et tous dans le même bateau, et ce n'est pas « l'humanité » en général et de de façon indistincte qui est responsable de la

situation actuelle. La destruction de l'environnement est le fait de responsables identifiables et identifiés, et si l'on ne s'attaque pas à eux, il est vain de parler d'écologie.

Nous devons également nous défendre contre l'usurpation du territoire et des espaces verts. Par usurpation, nous entendons l'appropriation par le marché immobilier de zones qui sont ensuite de plus en plus bétonnées sans suivre aucune logique de développement et de planification du territoire. Il en résulte une détérioration continue de notre qualité de vie et de celle des générations futures.

Les problèmes environnementaux font partie de la lutte des classes

La destruction continue de l'environnement est le résultat de l'exploitation capitaliste de la nature et de la recherche illimitée du profit. Personne ne peut plus le nier aujourd'hui. Les problèmes environnementaux ne peuvent donc pas être séparés de la lutte des classes. Ils l'accroissent et l'intensifient, parce que la destruction de nos moyens de subsistance ne peut être évitée de manière durable dans le système capitaliste d'exploitation.

Dès aujourd'hui, tous les gouvernements capitalistes doivent être obligés d'appliquer des mesures de protection de l'environnement et du climat afin de garantir la survie de la planète et des êtres vivants.

Le sixième rapport du GIEC ne laisse place à aucune ambiguïté : sans une réduction rapide, radicale et le plus souvent immédiate des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, il sera impossible d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, ni même à 2°C. Et nous savons très bien que chaque dixième de degrés au-dessus de 1,5°C – même 1,5°C étant déjà un scénario dramatique, mais c'est le moindre mal que nous pouvons encore espérer atteindre – a un impact conséquent et signifie une planète un peu moins habitable pour notre espèce et des catastrophes climatiques à répétition. Nous sommes actuellement à 1,2°C déjà, et l'on peut en mesurer l'impact à l'œil nu : augmentation brutale de phénomènes climatiques extrêmes, tempêtes dévastatrices, sécheresses catastrophiques pour les rendements agricoles, canicules qui menacent de rendre des régions entières inhabitables, montée des eaux qui pourraient submerger des pays entiers d'Océanie, ainsi que l'extinction d'innombrables espèces animales et végétales. Les études, plus inquiétantes les unes que les autres s'enchaînent. D'après une récente étude parue dans la revue *Earth Systems Dynamics*, la température moyenne pourrait augmenter de 6.7°C en Europe d'ici la fin du siècle. Les sécheresses, canicules, inondations, pénuries alimentaires dues aux conséquences sur l'agriculture ne feront que s'aggraver. Alors que ce seront les classes populaires et les pays du Sud global qui seront les plus touchés, les capitalistes ne semblent pas vouloir trouver de solutions réelles... La Suisse est également touchée : l'agriculture subit des dégâts qui iront en augmentant, les étés se font très secs, les glaciers fondent, et l'approvisionnement en eau du pays devient sujet à caution. Pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C, il faudrait impérativement que les émissions de gaz à effet de serre atteignent le zéro net en 2030. Pour cela, il convient de réduire drastiquement, et sans tarder, l'utilisation des énergies fossiles. La bonne nouvelle, c'est qu'il est parfaitement possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% à 70% d'ici 2050, tout en garantissant un niveau de vie correct pour tout le monde. Mais cela implique d'aller à l'encontre des intérêts d'une minorité qui profite du système actuel, avec lequel il est indispensable de rompre pour atteindre ces objectifs. Le GIEC ne parle plus du reste de « transition », mais de « transformations socio-économiques ».

Or, malgré l'urgence, les émissions de gaz à effet de serre continuent régulièrement d'augmenter. Les décideurs capitalistes ne font rien, ou trop peu, ou, pire, essaient de trouver dans cette catastrophe annoncée des opportunités pour de nouveaux profits. Quand ils ne sont pas ouvertement climatosceptiques, ils font semblant d'avoir entendu les scientifiques qui les alertent de l'urgence... pour continuer comme si de rien n'était ensuite. Les monopoles et leurs lobbies font tout pour pouvoir continuer à polluer aussi longtemps que possible : les profits tout de suite, et après nous le déluge ! Une sortie du capitalisme est urgente pour que l'humanité et la planète puissent s'en sortir !

Parce qu'il n'y aura pas de solution réelle et durable aux problèmes écologiques sans rupture avec le capitalisme et sa surproduction, nous luttons pour la seule alternative au capitalisme qui soit : le socialisme. Par la planification de l'économie selon des critères rationnels, le socialisme rendra possible le développement de l'humanité dans le respect des limites planétaires, garantira l'eau potable pour toutes et tous plutôt que le champagne pour quelques-uns, et rendra possible une cohabitation harmonieuse entre l'humanité et la nature.

Les causes des problèmes environnementaux sont la recherche du plus grand profit le plus vite possible et une consommation sans fin, ainsi que l'exploitation sans égard pour la nature, sous les ordres du grand capital. Un environnement sain est un bien appartenant à tous les êtres vivants et doit donc être conservé.

Finance

Le secteur de la finance suisse est responsable, par ses investissements, de 22 fois l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre que l'entière population de notre pays émet, en toute légalité, et avec le soutien des autorités. Cela ne peut plus durer. Nous proposons d'interdire sans délai tout investissement dans les énergies fossiles, et de réorienter cet argent vers le développement des énergies renouvelables, pour sortir aussi rapidement que possible de la dépendance aux hydrocarbures. Pour être vraiment efficace, une telle politique nécessiterait un contrôle public sur le secteur financier.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Le désinvestissement des fonds publics (notamment caisses de pension) des énergies fossiles ;
2. L'interdiction aux entreprises suisses d'investir dans l'extraction des énergies fossiles ;
3. L'interdiction de la spéculation sur les matières premières ;
4. Le contrôle public du secteur financier et du placement des fonds AVS/AI/APG ;
5. L'allocation des ressources en faveur de la transition écologique et de projets socialement et écologiquement utiles ;
6. La fin des mesures d'économie et du frein à l'endettement. Le budget de l'État doit être orienté vers les besoins de la population. Les dépenses doivent être équilibrées au détriment des grandes entreprises et des personnes fortunées.

Energie

L'époque de l'énergie facilement accessible et bon marché est définitivement terminée. L'heure est aux hausses de prix, aux pénuries et aux menaces de pénuries plus grandes encore. Les gouvernements bourgeois n'arrivent pas à résoudre ce problème, qui est insoluble dans le cadre du capitalisme. Et ils opposent aujourd'hui la sécurité énergétique à l'écologie, retardant l'indispensable sortie des énergies fossiles, et cherchant à remplacer les hydrocarbures russes par d'autres sources d'approvisionnement, malgré un bilan social et environnemental désastreux. Même le charbon bénéficie d'un retour en force ! Le Conseil fédéral ne fait pas mieux que d'autres gouvernements. Nous estimons que des changements structurels et radicaux sont requis, pas de mauvaises solutions temporaires.

Concrètement nous revendiquons :

1. Le maintien en mains publiques des ressources nécessaires à la vie, pour garantir leur utilisation et exploitation écologique (eau, électricité, chauffage, etc.) ;
2. La nationalisation des entreprises énergétiques privées ;
3. Des investissements massifs de l'État dans des projets de recherches sur les énergies renouvelables ;
4. La reprise en main publiques et la planification de la distribution de l'électricité ; l'abrogation de la libéralisation du marché de l'électricité ;
5. Le développement des technologies de stockage de l'énergie (centrales de pompage-turbinage, le stockage électrothermique, la conversion de l'électricité en gaz, le stockage par air comprimé, la biomasse) ;

6. Des mesures d'économie d'énergies importantes, planifiées et socialement justes ; une grande campagne d'isolation des bâtiments anciens, par ailleurs génératrice d'emplois ; la sobriété énergétique est un impératif pour atteindre une société écologiquement durable ;
7. L'encouragement aux solutions locales d'autoproduction des énergies renouvelables ;
8. L'abandon total des énergies fossiles d'ici 2050 ; la réduction linéaire et contrôlée de leur utilisation dès 2025 au plus tard ;
9. L'abandon immédiat de l'énergie nucléaire et son remplacement par des énergies renouvelables ;
10. Le retour des entreprises qui ont fait le choix du marché libre sur le marché régulé de l'électricité, mais obligatoire et définitif, et sans hausse des tarifs pour les particuliers ;
11. Des accords énergétiques avec l'UE garantissant une politique de l'énergie respectueuse de l'environnement en Europe.

Agriculture

Les décisions en matière d'agriculture et d'alimentation sont déterminées en grande partie par des accords commerciaux multilatéraux ou bilatéraux. Nous voulons que les paysans et paysannes et la population suisse soient en mesure de décider souverainement du type d'aliments qu'ils et elles veulent consommer. Notre but est de promouvoir une diminution drastique de l'emploi des pesticides pour arriver progressivement à une Suisse agroécologique, dont le but est de développer une agriculture durable qui remplace les produits chimiques par des agents biologiques, et qui englobe une dimension économique, écologique et sociale.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Un accès à une alimentation régionale saine et suffisante pour toutes et tous ;
2. Une agriculture paysanne diversifiée et nourricière qui tienne compte de nos précieuses ressources naturelles notamment du sol, qui protège nos semences et renonce à tout ce qui pourrait mettre en danger les consommateurs et consommatrices (OGM, etc..) ;
3. Une réduction drastique des pesticides et l'interdiction immédiate du glyphosate ;
4. Une aide de l'État aux petits paysans et paysannes pour qu'ils puissent payer leurs employés et employées au moins 4'500 francs par mois ;
5. Une production agricole qui puisse viser à la souveraineté alimentaire, en fixant les prix pour que tous les paysans et paysannes puissent vivre dignement et en augmentant les protections pour les denrées indigènes ;
6. Des standards de production définis selon les exigences des consommateurs et des consommatrices et des producteurs et des productrices et aucunement par les dirigeants et dirigeantes de l'UE. Par conséquent, nous voulons que la Suisse abandonne le principe du Cassis de Dijon ;
7. Une politique agricole qui vise à limiter le volume de denrées importées afin de privilégier la production locale et la vente directe ;
8. La préservation des surfaces cultivables, notamment les surfaces d'assolement, tant en quantité qu'en qualité ;
9. L'arrêt de l'élevage intensif, la protection et l'élargissement des droits des animaux ;
10. Le soutien aux coopératives de consommation en lien avec les producteurs ;

11. Le développement des fermes pédagogiques pour sensibiliser à l'environnement, au travail des agriculteurs et agricultrices et aux animaux ;
12. Des mesures contre le gaspillage alimentaire ;
13. La socialisation progressive des terres agricoles ;
14. La limitation des marges des gros distributeurs sur les produits bio ;
15. L'interdiction de la chasse de loisir – seuls les gardes chasse pourraient tirer des animaux dans l'unique but de les réguler ;
16. L'inscription dans la Constitution de l'eau comme bien commun et la protection de l'ensemble de son cycle y compris les nappes phréatiques.

Industrie

Pendant presque deux siècles, l'accroissement de la production fut alimenté par les énergies fossiles et les matières premières à bas coût. Mais cette époque est révolue. Le système en place bute sur les limites naturelles de la planète. Vouloir continuer la gabegie actuelle n'est ni réaliste ni même souhaitable. Ce serait la certitude de rendre la Terre inhabitable. Un changement de modèle est aujourd'hui nécessaire. Le capitalisme n'a pas pu prendre en compte à temps, ni ne peut toujours pas, les limites planétaires, et est incapable de sortir de l'anarchie économique pour envisager un développement rationnellement planifié. Il est également incapable d'adopter d'autres critères de décision en matière économique que la recherche du profit maximum, quelles qu'en soient les conséquences. Ce système a fait son temps, et il est urgent d'en changer.

Concrètement, nous revendiquons :

1. L'inscription de la règle verte comme principe constitutionnel absolu (illégalité de prendre à la nature davantage que ce qu'elle peut renouveler) ainsi que de la règle bleue, (idem mais appliquée à l'eau pour son usage et pour la protection de sa qualité) ;
2. La relocalisation des activités productives, qui permette de sortir des aberrations du capitalisme mondialisé avec ses gaspillages colossaux, mais aussi de créer des emplois ;
3. Le développement d'une industrie publique ou coopérative, produisant des biens durables, recyclables, avec des matières premières locales autant que possible ;
4. La rupture avec le libre-échange pour protéger cette industrie de la concurrence des multinationales ;
5. Le développement du recyclage et d'une économie circulaire ;
6. Des programmes d'appui à la réduction de la consommation de ressources pour les particuliers et les entreprises ;
7. Le combat contre l'obsolescence programmée ;
8. Des contrôles accrus et des sanctions contre la pollution industrielle qui porte atteinte à l'environnement ;
9. Le respect des normes sociales et environnementales dans la commercialisation et la production des produits ;
10. La reconnaissance et l'inscription dans le Code pénal le terme écocide (crime qui porte des atteintes graves à l'environnement) ;
11. L'abolition de la publicité à but commercial dans l'espace public ;

Transports

Pendant des dizaines d'années, les forces politiques de la bourgeoisie ont promu une mobilité centrée avant tout sur la voiture individuelle. Maintenant qu'il est urgent d'en sortir, ces mêmes forces politiques ont comme remède principal des taxes « incitatives » pour tenter de forcer la main aux automobilistes, sans toujours leur mettre de vraie alternative à disposition, et en continuant paradoxalement à défendre la place de la voiture en ville malgré tout. Nous estimons que cette politique est aussi anti-sociale qu'inefficace. Des solutions collectives, planifiées et socialement justes s'imposent.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Une promotion et une utilisation gratuite des transports publics pour toutes et tous. A court terme, nous demandons une baisse générale des prix des billets de transport public ;
2. Un transfert du transport routier vers le rail ;
3. Le développement des transports publics, pour un réseau performant et dense couvrant tout le pays ;
4. La fin de la mise en vente de voitures thermiques neuves dès 2030.
5. A terme, le maintien d'une flotte limitée de voitures électriques, à hydrogène, etc. réservées à celles et ceux qui en ont réellement besoin (dans les régions rurales notamment) ;
6. Des aménagements urbains pour favoriser la mobilité douce en créant un réseau national cycliste urbain et périurbain ;
7. Le développement des trains de nuit ;
8. La baisse des tarifs de train ;
9. La suppression des vols en avion sur des courtes distances, que le train permet aisément de remplacer, exception faite des vols de transits ;
10. L'interdiction des jets privés, privilège de la bourgeoisie, qu'une société durable ne peut pas se permettre ;
11. La suppression des premières classes dans les transports publics.

Aménagement du territoire et bâtiments

L'aménagement du territoire en Suisse s'est trop souvent fait de façon anarchique, selon les exigences de profits des promoteurs, et n'a qu'insuffisamment été planifié en fonction du bien commun et de la préservation de la biodiversité, des sols et des eaux. D'où trop d'irrationalités, de bétonnage évitable, de gaspillages. Trop de bâtiments qui sont des passoires énergétiques, et qui ne sont pas rénovés assez rapidement. Nous prôtons une politique d'aménagement du territoire nouvelle, et rationnellement planifiée.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Un aménagement du territoire tourné vers l'avenir et le respect de l'environnement ;
2. La protection et la promotion de la biodiversité ;
3. Un programme ambitieux de rénovation des bâtiments et de leur mise aux normes ;

4. Pour les constructions neuves, l'usage dans la mesure du possible de matériaux écologiques (bois notamment), et limitation de l'utilisation du béton (filiale qui représente 16% des émissions de CO2 de la Suisse) ;
5. Le développement de la géothermie, les pompes à chaleur, le chauffage à distance, les réseaux « anergie » pour remplacer le chauffage au mazout ;
6. Le développement et le monopole public des réseaux thermiques structurants, pour le chauffage et le refroidissement des bâtiments ;
7. La lutte contre le bétonnage et le mitage du territoire, la limitation des nouvelles constructions à ce qui est socialement utile ;
8. La renaturation des cours d'eaux et des biotopes là où c'est possible ;
9. Une meilleure réglementation des extensions des zones commerciales pour préserver le paysage et l'environnement ;

Des retraites sûres pour une vie dans la dignité

Tout au long de son histoire, le PST-POP a défendu les principes d'une prévoyance vieillesse sûre et solidaire. En 1969, il proposait une initiative fédérale « Pour une véritable retraite populaire », laquelle exigeait une prévoyance vieillesse générale et publique prévoyant une participation des personnes physiques et morales bénéficiant d'une situation économiquement privilégiée et dans laquelle les caisses privées de prévoyance devaient être incorporées. Cette initiative fut fortement combattue et avec d'immenses moyens financiers par les assureurs privés, les banques, les partis bourgeois mais également par le PS et la majorité des syndicats. Le Conseil fédéral promettant d'instaurer le système des trois piliers en rendant obligatoire la prévoyance professionnelle, il contribua au rejet de l'initiative.

Renforcer l'AVS

Mais il est devenu de plus en plus évident que, pour de larges couches de la population, les caisses de pension ne garantissent pas une réelle sécurité. Une preuve est la baisse continue des rentes prévues par les caisses de pension. Les 1000 milliards de francs accumulés en capital dans les différentes caisses sont coûteux à gérer (la legal quote permet de prélever 10% des gains (excédents) pour les assureurs et leurs actionnaires). Surtout, ils sont basés sur un taux d'intérêt qui, ces dernières années, s'est avéré bien inférieur aux prévisions. En d'autres termes : l'avenir de ces énormes capitaux, donc de nos retraites, dépend des aléas des marchés financiers.

Le système de répartition de l'AVS, par contre, est très différent : les cotisations actuelles servent à financer les rentes actuelles. L'AVS est la plus solide de nos assurances sociales, aussi par la solidarité entre riches et pauvres. Elle a fait ses preuves en traversant tous les changements démographiques et les crises économiques. Pourtant, notre 1^{er} pilier est sans cesse attaqué par la droite, car plus il est solide, moins les gens ont besoin d'un complément pour leur retraite et moins il y a d'argent à gagner pour les assureurs, les banques et les actionnaires dans le 2^{ème} et le 3^{ème} pilier. A cet égard, l'acceptation de justesse d'AVS 21 en septembre 2022 constitue une défaite majeure pour la population, car elle hausse l'âge de la retraite des femmes mais aussi parce qu'elle ouvre la porte à la flexibilisation des retraites et à un renforcement de la prévoyance individuelle au détriment de la solidarité collective.

Il est donc temps de reprendre la lutte pour une prévoyance vieillesse viable et sûre. Ainsi, le PST-POP propose d'intégrer la prévoyance professionnelle (2^{ème} pilier, partie obligatoire) dans l'AVS (1^{er} pilier) et de fixer une future rente minimale de CHF 4'000.- afin de respecter le mandat constitutionnel donné à cette assurance sociale : couvrir les besoins vitaux des retraités.

Mandat constitutionnel clair

Il est inadmissible que, dans l'un des pays les plus riches du monde, de nombreux retraités et retraitées doivent vivre sous ou près du seuil de pauvreté ! Les prestations complémentaires de l'AVS qui avaient été introduites à titre de « mesure temporaire », permettent certes aux retraités qui en font la demande de recevoir un complément à leurs rentes, mais il n'en demeure pas moins que ce sont les rentes AVS elles-mêmes qui devraient permettre une vie libérée de la pauvreté. En effet, l'art. 112, al. b de la Constitution

fédérale stipule que les rentes de l'AVS doivent « couvrir les besoins vitaux de manière appropriée ». Nous exigeons que cet article soit enfin appliqué.

La dignité est intangible

Les rentes AVS doivent donc être augmentées pour que le mandat constitutionnel soit respecté. Compenser cet état de fait par des prestations complémentaires, qui sont des prestations sous conditions de ressource et donc une forme d'aide sociale, n'est pas satisfaisant. Une assurance sociale comme l'AVS garantit en effet des droits basés sur le revenu du travail et reposant sur un principe de redistribution. Tandis que les prestations complémentaires sont financées par l'impôt, qu'elles doivent être demandées et que leur octroi dépend d'un examen détaillé et complexe de la situation individuelle de la personne. C'est finalement une question de dignité de pouvoir vivre de sa retraite. Et la dignité humaine est non négociable pour le PST-POP.

La mise en œuvre concrète

Notre proposition consiste à mettre en place graduellement un nouveau système de retraite, qui remplacerait progressivement l'ancien, qui, lui, serait voué à disparaître peu à peu à mesure que le nouveau système deviendrait effectif. A partir d'un certain moment, aucune nouvelle cotisation ne sera versée dans les fonds de pension du 2^{ème} pilier. L'ensemble des cotisations des salariés et des employeurs serait alors versé dans la nouvelle AVS. Le capital épargné par les assurés, avant l'entrée en vigueur du nouveau système que nous proposons, dans les caisses de pension resterait géré par celles-ci. Les caisses de pension continueront à l'administrer et à verser une rente correspondante. Ainsi, les droits acquis de tous les assurés seront garantis.

Pendant la phase de transition, les rentes AVS seront calculées en fonction du nombre d'années de cotisation dans l'ancienne AVS d'une part et du nombre d'années de cotisation dans la nouvelle AVS d'autre part. Dès que les personnes qui ont cotisé à la nouvelle AVS depuis le début de leur vie active seront à la retraite, le passage au nouveau système de prévoyance vieillesse sera achevé. Toutefois, les rentes AVS doivent être adaptées dans les cinq ans pour que tous les rentiers atteignent un montant de rente (y compris la caisse de pension) d'au moins CHF 4'000.

Les rentes et les assurances sociales ne sont pas une aumône, mais un droit garanti par la Constitution et financé par le travail.

Concrètement, nous revendiquons :

1. L'arrêt immédiat du démantèlement des assurances sociales ;
2. L'intégration de la part obligatoire du 2^{ème} pilier (caisses de pension) et du troisième pilier dans le premier (AVS) et ainsi l'introduction de retraites populaires permettant de vivre dignement, de même qu'une facilitation de la retraite anticipée pour les métiers pénibles à partir de 55 ans ;
3. L'âge de la retraite de 60 ans pour toutes et tous ;
4. Une rente AVS minimum de 4000 francs pour toutes et tous indexée au coût de la vie ;
5. L'interdiction de toutes formes de discriminations des personnes âgées ;
6. Une 13^{ème} rente AVS comme le demande une initiative populaire des syndicats.

Pour une démocratie réelle

Le droit de parole de la démocratie bourgeoise se limite à la sphère de la politique gouvernementale, alors que l'ensemble de l'économie en est exclu. Un manque de démocratie prévaut dans le secteur privé, notamment en ce qui concerne les décisions qui ont un impact très direct sur la société dans son ensemble, telles que l'utilisation de technologies nuisibles à l'environnement, la fermeture ou la délocalisation d'usines. En bref, nous revendiquons toutes et tous de vivre en démocratie, mais acceptons de travailler dans un modèle dictatorial.

Par ailleurs, de nombreuses décisions sont prises hors des canaux démocratiques eux-mêmes. Ainsi, l'utilisation des terres, de l'énergie et d'autres ressources rares est soumise à une participation décisive très limitée. Les négociations sur les accords de libre-échange menées par le SECO pour le compte de la Suisse en sont un exemple concret : les négociations se déroulent en secret et de manière antidémocratique. Le parlement suisse, sans parler de l'opinion publique, ne sont informés usuellement que tardivement et de manière lacunaire de l'état des négociations, et ce généralement seulement sous la pression publique. Les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie subissent depuis des décennies les effets de ces accords de libre-échange, qui ont détruit leurs économies et plongé leurs populations dans la pauvreté.

Souvent factice

Mais même dans le domaine de la politique d'État, la démocratie n'est qu'insuffisamment développée. Il n'y a pas de participation ou de contrôle démocratique en matière de police, d'armée, de politique étrangère ou en matière de finance. En outre, des groupes considérables de personnes sont exclus du processus démocratique. Ainsi, les étrangers se voient en grande partie refuser le droit de vote.

En outre, la démocratie semi-directe suisse demeure en pratique limitée, voire de caractère formel dans certains cas, car soumise à un certain nombre de distorsions et d'asymétries en faveur de la bourgeoisie au pouvoir. Au premier plan se trouve l'instrumentalisation de l'organisation de l'État par les lobbies patronaux. De ce fait, la prise de décision démocratique se retrouve en pratique biaisée.

Une information biaisée

Enfin, une condition préalable à un processus véritablement démocratique serait une information complète, dans laquelle toutes les parties de la population auraient un droit de parole égal dans les médias. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Dans l'ensemble du secteur des médias, la concentration est de plus en plus forte et contribue à l'hégémonie d'une information souvent biaisée et d'une pensée unique néolibérale. Il existe aussi en Suisse une propagande massive, et souvent mensongère, tant sur les questions nationales qu'internationales, une propagande dont l'emprise sur les esprits est indéniable. La RTS, qui demeure pourtant un service public essentiel, ne correspond que très imparfaitement à ce que devrait être une télévision et une radio démocratique, et, malgré quelques honorables exceptions, est tout autant imprégnée d'idéologie néolibérale et pro-impérialiste que les médias privés. Les médias indépendants ne bénéficient pratiquement d'aucune aide

publique, et de ce fait ne font pas le poids. Cet état de fait contribue largement à la domination idéologique de la bourgeoisie, ce qui biaise grandement le débat démocratique.

Une apparence trompeuse

Nous réalisons que : la démocratie, en tant que règne du peuple, n'est en Suisse qu'une partie de la réalité, qu'un maigre contrepoids à la domination des marchés financiers, du capital. Les instruments de participation démocratique que sont les élections, les référendums et les initiatives sont limités par la disproportion de moyens entre les forces issues des classes populaires et celles de la bourgeoisie, ce qui rend l'exercice de décision démocratique biaisé. En outre, elles excluent formellement une proportion importante de la population : toutes celles et ceux qui n'ont pas de passeport suisse.

La participation aux questions décisives de la vie quotidienne est insuffisante : au travail, dans le logement, dans les écoles, dans la conception des transports, dans le quartier, dans les médias et dans de nombreux autres domaines.

Pour une participation active dans tous les domaines de la vie

La démocratie ne doit pas se limiter à des réalisations occasionnelles, lors de certains processus électoraux et des votes formels parfois très peu mis en œuvre (initiative des Alpes, obligation pour l'AVS de couvrir les besoins vitaux, etc.). Notre conception de la démocratie va bien au-delà. Il s'agit de l'extension de la démocratie comme participation active et responsable dans tous les domaines de la vie.

Et cette exigence d'une démocratie active et participative – comprise comme la participation la plus large possible des citoyens et citoyennes au processus démocratique de formation de la société – n'est pas nouvelle pour le PST-POP. Bien au contraire, c'est une exigence originelle du mouvement ouvrier.

Nous vivons dans un système dominé par les banques et les multinationales. La plupart des gens n'ont rien à dire. Des changements radicaux s'imposent. L'économie doit également être soumise à des règles démocratiques.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Les nouvelles négociations sur les accords de libre-échange doivent être approuvées par le parlement ;
2. Le même droit de vote et d'éligibilité pour toutes les personnes résidant en Suisse depuis 5 ans ;
3. L'introduction d'une participation à la gestion dans les entreprises ;
4. Plus de démocratie dans les lieux de formation ;
5. Une représentation paritaire des intérêts dans les universités et hautes-écoles ;
6. La responsabilisation et la possibilité, pour les électeurs et les électrices de destituer les élus et élues de leurs fonctions dans les exécutifs ;
7. L'abolition des rentes à vie pour les élus et élues des exécutifs cantonaux, fédéraux et municipaux ;
8. La transparence et la limitation des financements des campagnes électorales ;

9. La préservation et la garantie des droits démocratiques fondamentaux, dont le droit de manifester ;
10. L'abolition du quorum ;
11. L'instauration de la motion populaire cantonale ;
12. L'organisation de rencontres avec les populations migrantes pour les renseigner, encourager et aider sur pourquoi et comment on vote ;
13. L'amélioration des cours d'éducation civique dans toutes les écoles (obligatoires, professionnelles, supérieures) ;
14. La reconnaissance du vote blanc ; si le vote blanc est majoritaire les candidates et candidats doivent se retirer ;
15. La gratuité du vote par correspondance ;
16. Le renforcement des compétences communales, plus d'autogestion.

Une Suisse accueillante pour toutes et tous

Jamais autant de personnes n'ont été contraintes de fuir leur pays que lors de ces dernières années. En 2022, on les estimait à 90 millions de déplacés dans le monde. Ces personnes fuient la guerre, la soif, la faim, les désastres écologiques, la dictature ou encore les crises économiques causées par l'impérialisme. L'exploitation des personnes et de l'environnement par les multinationales, mais aussi les guerres souvent provoquées ou soutenues par les pays riches et impérialistes, ont pour conséquence de déstabiliser des régions entières dans le but de permettre à une minorité de s'approprier les ressources planétaires et de faire perdurer un ordre mondial favorable aux élites.

Trois frontières

Dans ce contexte, l'Europe actuelle dominée par les politiques de l'UE répond à la migration par la militarisation. Les personnes qui tentent la périlleuse traversée de la Méditerranée sont réprimées par la force des armes. Parfois, elles sont directement livrées aux garde-côtes libyens pour finir vendues comme esclaves. La politique migratoire validée par l'accord de Schengen-Dublin est réalisée en externalisant les frontières européennes : ce sont aujourd'hui les pays du nord de l'Afrique et la Turquie qui jouent le rôle de garde-frontières de l'Europe. Il s'agit là d'une première frontière. La deuxième frontière est celle qui est érigée tout autour de l'Europe : l'opération militaire Sophia en Méditerranée, la création en Grèce et en Italie de « hotspots », des centres de détention où les personnes migrantes sont enregistrées et triées. Enfin, une troisième frontière reste la frontière nationale, à savoir la limitation de la liberté de circuler à l'intérieur de l'espace Schengen, qui se concrétise très souvent par l'emprisonnement des personnes qui proviennent de la plupart des pays extra-européens et qui n'ont pas les bons papiers.

Masquer le conflit de classes

Face à cette situation, la Confédération, dominée par des forces réactionnaires, répond par l'habituelle rhétorique pseudo-humanitaire et ne fait pas le minimum nécessaire. Malgré tous les discours sur la supposée Suisse humanitaire, le pillage des pays du Sud n'est pas remis en question et l'accueil des personnes qui fuient par désespoir est plus qu'insuffisant. Au contraire, ce sont des lois xénophobes qui sont appliquées (loi sur l'asile, loi sur les étrangers et l'intégration, règlement Dublin). La situation actuelle est le résultat du travail de l'UDC. Avec ses campagnes de marketing anti-étrangers fortement racistes, l'UDC crée des peurs et des divisions au sein de la population, mettant en avant des politiques du type « les nôtres avant les autres ». Face à la crise, l'extrême-droite s'attaque à l'étranger pour masquer le conflit de classes. Ainsi, l'UDC et la Lega joue un rôle d'opposition « dans le système » et non pas d'opposition « contre » le système. Au fil des ans, la rhétorique de ces partis d'extrême-droite est de plus en plus reprise par la droite dans son ensemble (PLR, Le Centre).

Des conditions d'accueil inacceptables

La Suisse est l'un des pays qui renvoie le plus de personnes dans le cadre du règlement Dublin (c'est-à-dire vers le premier pays traversé par les personnes migrantes en arrivant en Europe), mais aussi vers les pays d'origine de manière contrainte (par exemple par vol

spécial). Les personnes requérantes d'asile subissent une procédure extrêmement longue qui les fait vivre des années dans l'incertitude. Les centres d'asile ressemblent toujours plus à des prisons, en particulier les centres fédéraux d'asile et les centres d'aide d'urgence. Avec la dernière révision de la loi sur l'asile, réalisée par une conseillère fédérale socialiste, l'isolement des centres a encore accentué.

Les conséquences de la guerre en Ukraine

Plusieurs millions de personnes ont dû quitter leur pays et se réfugier dans d'autres États européens (dont plus de 60'000 en Suisse) en raison de la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, la Suisse a activé pour la première fois le statut S (un statut qui reste toutefois précaire et peut être révoqué à tout moment). Nous saluons cette démarche et nous nous engageons à ce qu'elle se poursuive. En même temps, cela a mis en évidence le caractère totalement injuste de la politique d'asile menée jusqu'à présent : un accueil digne des réfugiés ukrainiens, par opposition au traitement scandaleux de tous les autres. Le PST-POP est d'avis que tous les réfugiés doivent être accueillis dans la dignité

Une position antiraciste et anti-impérialiste

Sur la question de la politique migratoire et de la politique d'asile, la position du PST-POP est sans ambiguïté. D'un côté, il s'agit de mettre fin au pillage du Sud organisé par les multinationales : les pays les plus pauvres ne pourront jamais se développer si leurs richesses économiques leur sont confisquées, s'ils sont écrasés par les dettes illégitimes ou par des guerres impérialistes. D'un autre côté, nous défendons une politique d'accueil et de solidarité avec les personnes victimes de cet ordre mondial. Nous nous engageons résolument dans les mouvements anti-racistes et de solidarité avec les personnes immigrées, pour une politique d'asile ouverte qui garantisse aux personnes en fuite des conditions de vie digne et un permis de séjour stable. Nous nous opposons farouchement à la militarisation et à la sécurisation des frontières qui profitent avant tout à l'industrie de l'armement et à l'agenda politique des partis d'extrême-droite et fascistes.

La Loi sur l'asile et la Loi sur les étrangers et l'intégration doivent être revues de fond en comble pour les débarrasser de leur contenu xénophobe et discriminatoire.

Le racisme contribue au maintien des relations de pouvoir capitaliste, les boucs émissaires servent à diviser les travailleurs et à les distraire des vrais problèmes de la population.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Le passeport suisse pour toutes les personnes nées en Suisse ;
2. La légalisation des sans-papiers, car personne n'est illégal ;
3. La poursuite pénale de tout acte xénophobe, raciste et fasciste ;
4. Un véritable droit d'asile, fondé sur des principes de sincère solidarité entre les peuples et l'abolition du permis F ;
5. La sortie des traités de Schengen et de Dublin ;
6. Des logements et des soins de santé adéquats pour les réfugiés ;
7. La libre circulation des personnes pour toutes et tous ;

8. Un droit au travail pour toutes les personnes vivant en Suisse, avec un salaire égal pour un travail égal ;
9. La reconnaissance comme réfugiés politiques des personnes qui sont persécutées ou emprisonnées en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ;
10. La fin de la détention administrative de mineurs ;
11. La légalisation des voyages dans le pays d'origine pour les réfugiés ;
12. Le soutien aux projets de « City cards » ;
13. La reconnaissance des réfugiées et réfugiés climatiques ou fuyant la misère ;
14. Pour les personnes admises à titre provisoire, le droit à une aide sociale du même niveau que celle accordée aux réfugiés et aux personnes établies ;
15. Un droit au travail et à la formation jusqu'à l'obtention du diplôme pour les requérants d'asile en attente d'une décision.

Pour de nouveaux accords avec les États européens

Officiellement, l'UE se considère comme une « communauté de valeurs » qui assure la paix en Europe et dans le monde, sert les idéaux de la démocratie et des droits humains et garantit la stabilité économique et le progrès social. Tout cela s'est avéré être un mensonge. L'UE est une construction servant à protéger les intérêts capitalistes et impérialistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Elle est essentiellement une superstructure technocratique, fondamentalement anti-démocratique, contrôlée par les lobbies liés aux grands monopoles, et dont le but est d'imposer aux peuples contre leur gré – plus facilement qu'il ne serait possible de le faire dans chacun des États membres pris séparément – une politique néolibérale inscrite dans les traités : la concurrence libre et non faussée, un nivellement par le bas des acquis sociaux, le démantèlement et la privatisation progressive des services publics, la soumission de tous et de tout au marché. À l'intérieur, la surveillance des citoyens et des citoyennes s'élargit et les instruments de répression se renforcent, notamment sous le prétexte de « lutte contre le terrorisme ». Afin de faire respecter les intérêts impérialistes des puissantes entreprises, même les forces ouvertement fascistes sont soutenues. De plus, la mise en compétition des pays de l'UE conduit à un appauvrissement massif de la population, au profit des dirigeants et actionnaires des grandes entreprises. À l'extérieur, l'UE massacre des milliers d'êtres humains en soutenant des guerres, en exportant du matériel militaire et en refoulant des migrants et migrantes dans des camps.

Les accords des dominants

Suite au refus en votation d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, le Conseil fédéral s'est lancé sur la voie des accords bilatéraux avec l'Union européenne pour tenter de limiter les effets négatifs de l'Alleingang. Aujourd'hui, force est de constater que les bénéficiaires de cette voie sont avant tout les banques et l'industrie d'exportation (notamment la chimie et la pharmaceutique) et non pas les travailleurs et travailleuses, les paysans et les paysannes ou les petits entrepreneurs et entrepreneuses.

Les accords bilatéraux visent principalement à inclure la Suisse dans le marché européen. Or, sans mesure de régulation et de protection, cela ne fait que mettre en concurrence les entreprises suisses et européennes entre elles ainsi que des travailleurs et travailleuses suisses et européens entre eux, avec pour résultat une pression accrue à la fois sur les entreprises de petite taille (PME, fermes familiales, etc.) et sur les salaires et protections des employés et employées, systématiquement nivelés vers le bas.

Bien entendu, les défenseurs des accords bilatéraux ne précisent jamais que le contenu des accords est fondamentalement libéral et contraire aux intérêts des classes populaires suisses et européennes. Les meilleurs exemples en sont les privatisations dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services publics.

Après la non-signature de l'accord-cadre

Le fait est que les relations entre la Suisse et l'Union européenne sont dans l'impasse depuis que, le 26 mai 2021, le Conseil fédéral a notifié à la Commission européenne son refus de signer l'accord-cadre, sans proposer d'alternative. L'accord-cadre était inacceptable, par l'attaque contre les droits des travailleuses et travailleurs qu'il aurait impliqué et par sa

logique même : le but de cet accord était de créer un cadre institutionnel pour la reprise unilatérale, obligatoire, par la Suisse du droit de l'UE, dans certains domaines du moins, sous peine de représailles. C'en aurait été fait alors de la démocratie, de toute souveraineté populaire, et, comme dans l'UE, toute autre voie que le néolibéralisme à perpétuité aurait été légalement interdite en Suisse. Mais la décision du Conseil fédéral créa un vide problématique. L'UE ne veut plus entendre parler de la poursuite de la voie bilatérale, et exige une « solution institutionnelle » (soit un dispositif pour une reprise unilatérale par la Suisse du droit de l'UE). Les accords bilatéraux tels qu'ils existent sont condamnés à disparaître dans un avenir proche.

Toute la construction européenne, à laquelle la Suisse est intégrée par le biais des accords bilatéraux ne laisse subsister aucun espoir d'évolution vers une « Europe sociale ». Les accords bilatéraux sous leur forme actuelle ne laissent aucune place à un parlement pour rompre avec le néolibéralisme et adopter d'autres règles sociales, économiques et écologiques, la Grèce en est un parfait exemple. Une « solution institutionnelle » ne ferait qu'aggraver les choses, c'est pourquoi nous nous y refusons. Nous nous opposerons à toute éventualité d'adhésion à l'UE pour les mêmes raisons.

Notre opposition à l'UE est aux antipodes de celle de l'UDC, qui se contente de faire de la démagogie sur cette question, mais n'a aucune solution crédible à apporter. En outre, la prétendue sollicitude de ce parti pour les travailleuses et travailleurs suisses, prétérités par la concurrence, est hypocrite : l'UDC est en effet fondamentalement libérale, et en faveur d'une libéralisation du marché du travail.

Nous considérons que, entre la poursuite de l'intégration au marché commun, impliquant une vassalisation de la Suisse par l'UE, et une thérapie de choc néolibérale pour faire face aux conséquences de l'Alleingang aux conditions de la bourgeoisie suisse, il existe une autre solution. Son application n'a rien de facile, mais elle seule peut satisfaire véritablement les aspirations des classes populaires, allant dans le sens du progrès social, de la durabilité et de la démocratie. C'est la voie que nous prônons, et qui peut se résumer par : relocalisation de la production et coopération, plutôt que globalisation et concurrence.

Pas de « solution institutionnelle » : il faut être clair d'emblée dans les négociations avec l'UE, il n'y aura aucune « solution institutionnelle », aucun alignement unilatéral de la Suisse sur le droit communautaire.

D'autres lignes rouges que celles que l'UE a voulu imposer doivent présider à la renégociation des accords : ce sont les droits et intérêts des travailleuses et travailleurs, les normes sociales et écologiques, et les services publics qui doivent primer sur les logiques de marché ; pas de libéralisation, pas d'ouverture à la concurrence.

Pour les domaines où l'ouverture au marché demeurera, il faudra bien qu'ils soient régis par une certaine homogénéité du droit des deux côtés de la frontière ; mais il faudra prévoir des mesures d'accompagnement assez fortes pour en prévenir les conséquences néfastes.

Dans la mesure du possible, des accords de coopération devront être préférés à des accords de marché. Il devrait notamment être possible, en principe en tout cas, de maintenir une coopération en matière de recherche et une participation de la Suisse à Erasmus +, sans les relier à l'accès au marché.

Au-delà de la reprise unilatérale d'un droit néolibéral de l'UE, c'est l'objectif même au nom duquel ses partisans le justifient qui doit être refusé : l'intégration à un marché libéralisé.

Car ce marché globalisé est une force destructrice, où les monopoles s'imposent par l'exploitation aggravée des travailleuses et travailleurs, le moins-disant social, la ruine des petites entreprises, des petites exploitations agricoles, la destruction accélérée des ressources naturelles et de l'environnement.

Comme alternative au libre-échange nous proposons une solution d'avenir : le protectionnisme solidaire. Nous proposons de renverser la primauté des normes existantes, de rompre avec la logique présidant aux accords bilatéraux, aux accords de libre-échange et à ceux l'OMC, pour privilégier le respect des choix démocratiques sur la « liberté » du marché et des multinationales, le fait de favoriser les entreprises locales plutôt que la concurrence internationale.

Il implique aussi de mettre fin à la sous-enchère salariale. Nous ne sommes pas opposés à la libre circulation, qui ne doit d'ailleurs pas être limitée aux ressortissants et ressortissantes de l'UE. Mais une extension des droits des travailleuses et travailleurs, une réglementation renforcée du marché du travail est indispensable pour éviter tout dumping.

A l'inverse du protectionnisme à l'ancienne, le protectionnisme solidaire tel que nous le concevons ne vise pas à acquérir d'avantages particuliers dans la concurrence internationale, mais doit permettre un découplage du marché libéralisé, mondial et européen, pour une économie au service des besoins de la population et de la préservation de l'environnement.

Le protectionnisme solidaire est un moyen pour une indispensable restructuration de l'économie suisse : relocalisation des activités productives, souveraineté alimentaire, économie circulaire plutôt que linéaire, développement des services publics, développement des énergies renouvelables et des économies d'énergie, renforcement des activités socialement et économiquement utiles plutôt que de la finance et du trading en matières premières... tous ces changements ne pourront venir du marché, et devront être imposés par une intervention accrue des collectivités publiques. Ils impliquent une planification démocratique de l'économie.

Nos propositions exigent également de mettre en œuvre des changements profonds en Suisse même ; elles n'auraient guère de sens dans le système actuel. Elles constituent aussi une contribution aux luttes des peuples de l'UE qui se battent contre ce saint empire ordolibéral, avec lesquels nous sommes solidaires et devons lutter ensemble. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de construire un jour une véritable Europe des peuples, fondée sur la coopération et la solidarité, à la place de celle de la concurrence libre et non faussée.

Paix et solidarité internationale

Le capitalisme est toujours synonyme de guerre. Les multinationales ont soif de matières premières et de main-d'œuvre bon marché dans les pays en voie de développement et y mènent sans cesse des assauts. Avec des expressions comme « intervention humanitaire », elles passent sous silence leurs agressions militaires.

C'était le cas avec les guerres de conquête coloniales et les guerres mondiales lancées par des puissances impérialistes. Cela a continué avec les guerres qui ont marqué la décolonisation et avec la course aux armements, y compris nucléaires, en Europe jusqu'à la fin de la « guerre froide ». Après 1990, à l'époque du néolibéralisme triomphant, au lieu de dissoudre l'OTAN suite à la dissolution du Pacte de Varsovie, les Etats-Unis et leurs alliés

européens ont élargi l'Alliance atlantique à l'Est de l'Europe avec quatorze nouveaux pays membres.

Le « nouvel ordre mondial », proclamé par George H.W. Bush avec la guerre en Irak de 1991, est marqué par une succession de guerres d'agression, d'interventions militaires internationales et de guerres par procuration des principales puissances mondiales ou régionales. Une partie de plus en plus importante de ces guerres se font avec des troupes de mercenaires des sociétés militaires privées (SMP).

Depuis le 24 février 2022, une guerre dévastatrice fait rage en Ukraine. Elle ne cesse de s'aggraver, a des conséquences tragiques pour le monde entier et comporte le risque réel d'une troisième guerre mondiale. Le PST-POP condamne clairement et sans équivoque l'invasion russe de l'Ukraine. Mais le fait est que l'OTAN porte également une très grande part de responsabilité dans cette guerre. L'extension de l'OTAN vers l'Est est une entreprise belliciste et impérialiste que nous condamnons fermement. Actuellement, cette alliance impérialiste mène une guerre par procuration contre la Russie : l'OTAN veut la guerre et non la paix. Les gouvernements ukrainiens depuis le coup d'État de Maidan en 2014 ont également leur part de responsabilité, par leur complaisance envers l'extrême droite, les violations répétées des droits des minorités linguistiques et la tentative de réprimer par les armes les protestations nées de cette politique nationaliste.

Les guerres d'agression et les interventions militaires dans d'autres pays ne servent que les intérêts économiques des dirigeants et dirigeantes du pays agresseur. La première victime de cette barbarie est toujours la population civile. La militarisation des sociétés sert aussi à la répression des mouvements sociaux et des populations qui luttent pour leurs droits politiques, économique et sociaux. La course aux armements enlève des ressources souvent vitales pour les populations civiles.

Depuis sa fondation en 1944, le PST-POP s'est engagé pour la paix mondiale entre les peuples. Aujourd'hui encore, il est important de développer et de promouvoir une politique de paix globale. Nous nous opposons à la course aux armements, à l'ingérence dans d'autres pays et à la participation de l'armée suisse aux guerres. Nous défendons donc le droit des peuples à l'autodétermination contre toute ingérence. Seuls les peuples eux-mêmes peuvent choisir leur voie de développement.

Nous condamnons la guerre économique, les manœuvres de déstabilisation et les menaces d'invasion impérialiste en exprimant activement notre solidarité avec leurs peuples. Nous soutenons également la lutte pour l'autodétermination de la Palestine, du Kurdistan, et de tous les peuples qui luttent quotidiennement contre l'impérialisme et le néocolonialisme. Nous sommes solidaires des pays socialistes dans le monde. La solidarité qui s'est manifestée jusqu'à présent avec le Venezuela, Cuba et le Vietnam sera encore renforcée. Nous analyserons à l'avenir les processus en cours dans les autres pays socialistes et chercherons un échange constructif.

Aide au développement

Nous constatons depuis des années, les tentatives constantes de réduction des budgets de l'aide au développement, par le Conseil fédéral, sous la pression de la majorité de droite du Conseil national. En effet, dans une incohérence idéologique certains conseillers nationaux bourgeois défendent la théorie selon laquelle il faudrait aider les populations défavorisées dans leur pays pour qu'elles ne viennent pas chez nous mais, dans le même temps,

demandent de réduire le budget de l'aide au développement. Alors que la Suède et la Norvège consacrent près de 1% du PNB aux APD (Aide Publique au Développement), ou le Danemark 0,7%, le taux de la Suisse se situe à un misérable 0,51% en 2021, en dessous de la moyenne européenne. Pour rappel le taux de 0,7% du PNB qui devrait être consacré à l'APD a été proposé en octobre 1970 par l'assemblée générale de l'ONU. Plus d'un demi-siècle plus tard, non seulement la Suisse ne l'a pas atteint, mais elle progresse à pas de tortue vers cet objectif quand elle ne régresse pas.

Nous dénonçons fermement la conception de la coopération internationale du ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis : « la coopération internationale doit servir d'abord les intérêts de la Suisse et participer au contrôle de l'immigration venant des pays en développement ». Selon le chef du DFAE, l'aide doit donc d'abord profiter à celui qui l'octroie. La privatisation rampante de l'aide publique montre que c'est l'économie privée qui en profite de plus en plus directement.

D'autre part nous continuons de prétendre qu'il n'y a pas de bonnes ou mauvaises victimes.

Alors que l'aide, ontologiquement, devrait répondre en premier lieu au besoin d'une population, nous déplorons le recentrage des pays bénéficiaires dont le choix aléatoire ne repose sur aucune base logique (comme la décision d'abandonner le continent sud-américain).

Concrètement, nous revendiquons :

1. Que le gouvernement suisse consacre au minimum le 0,7% du PNB pour l'aide au développement ;
2. Que l'aide soit basée sur les besoins des populations et non sur des choix géopolitiques ;
3. Que les bénéficiaires soient considérés comme des partenaires dans le choix et la gestion des projets financés par la Confédération ;
4. Que le gouvernement abandonne son projet de privatisation d'une partie l'APD.

Pour une neutralité pacifique et antimilitariste

La neutralité suisse est un concept appliqué de manière extrêmement variable pour justifier une politique extérieure au service des intérêts des classes dominantes. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse neutre a livré massivement du matériel de guerre à l'Allemagne nazie et a recyclé en devises convertibles l'or pillé par les nazi-fascistes dans l'Europe occupée. Aujourd'hui, dans le contexte d'une polarisation multiple et accrue du monde qui accompagne la guerre en Ukraine, et d'une aggravation des contradictions entre blocs et puissances impérialistes, le Conseil fédéral adopte une position qui préserve l'essentiel des intérêts de la place économique et financière de la Suisse. Il a adopté des sanctions occidentales partielles et a renforcé sa coopération militaire avec l'OTAN tout en excluant une adhésion formelle avec l'alliance militaire occidentale. En même temps, le Conseil fédéral n'autorise pas encore la livraison de matériel de guerre à l'Ukraine, ni directement ni indirectement et, surtout, permet à la place financière suisse de continuer à servir de plaque tournante pour le commerce de matières premières russes et d'abriter le 95% des avoirs des oligarques russes. C'est l'actuelle réinterprétation de la neutralité suisse.

Une partie de la gauche réformatrice, sans adopter une posture ouvertement atlantiste, prône un rapprochement accru avec l'UE, y compris sur le plan militaire. La majorité du groupe parlementaire du PSS a proposé et voté un assouplissement de la Loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) qui aurait permis la réexportation d'armes suisses vers l'Ukraine via d'autres pays (notamment l'Allemagne). Pour l'instant l'opposition à cet assouplissement de la LFMG tient à une majorité composée de la droite dure (UDC et PLR, favorables à une neutralité qui permet la poursuite des affaires avec la Russie) et de la gauche favorable à une neutralité dans l'intérêt de la paix et du désarmement (une majorité des Verts, quelques socialistes ainsi que notre député du PST-POP). L'UDC veut inscrire dans la Constitution une interprétation stricte de « la neutralité armée et permanente » de la Suisse. Cette neutralité permet de faire de juteuses affaires avec tous les régimes, y compris oppresseurs et qui violent les droits humains et le droit international. Cette conception a comme corollaire un réarmement et une militarisation accrue de la Suisse.

Dans ces circonstances, le PST-POP se positionne résolument contre toute velléité de rapprochement avec l'OTAN, et pour le maintien d'une politique de paix et de désarmement global. Notre conception de la neutralité consiste à la non-participation, directe ou indirecte aux guerres et au commerce d'armes. Nous sommes opposés au mythe d'une neutralité qui ne défend que les intérêts égoïstes de la bourgeoisie suisse. Une politique de promotion de la paix et du droit international, pour le démantèlement des blocs militaires et une politique de coexistence pacifique ne peut pas être neutre face aux agressions impérialistes et néocoloniales. Si la résistance armée est souvent légitime et nécessaire face à ces agressions, nous savons aussi qu'à terme les solutions passent par l'arrêt des guerres et par le désarmement global.

La solidarité internationale est une valeur fondamentale du PST-POP. Nous voulons une Suisse engagée qui a la volonté de réduire l'écart entre riches et pauvres dans le monde. Une Suisse engagée en faveur de la paix plutôt que de la guerre.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Un maintien de la neutralité à l'égard de l'UE et un refus de participation active ou passive à des guerres ainsi qu'une rupture de toutes les relations avec les alliances impérialistes telles que l'OTAN ;
2. Le soutien à l'autodétermination des peuples contre tous les impérialismes ;
3. Des relations commerciales équitables avec les pays en développement et émergents ;
4. La reconnaissance d'un État palestinien dans ses frontières historiques par la Confédération suisse ;
5. La levée de tous les blocus économiques unilatéraux, sanctions et embargos. Le gouvernement suisse doit combattre activement le blocus économique contre Cuba ;
7. Un maintien de la Suisse dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) ;
8. La place financière suisse doit cesser de servir à l'évasion fiscale des multinationales actives dans les pays du Sud global et la Suisse doit s'engager pour l'effacement de la dette des pays pauvres envers le système financier international ;
9. La Suisse doit participer activement aux objectifs internationaux contre le changement climatique et à l'indemnisation des victimes des conséquences du changement climatique dans les pays du sud qui n'en sont pas responsables ;
10. La Suisse doit enfin ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) ;
11. L'abrogation de la Swisscoy / KFOR, consistant en la participation de la Suisse à la mission de l'OTAN et ONU pour la « stabilisation » du Kosovo.

Pour une armée strictement défensive et sous contrôle démocratique strict

La guerre en Ukraine a servi de prétexte commode pour une relance de la course aux armements, pour un retour en force du militarisme en Europe ; mais aussi en Suisse, avec une augmentation du budget de l'armée de deux milliards, sans aucune réelle raison, hormis le fait que la conjoncture politique permettait de faire passer cette hausse. Le PST-POP s'oppose fermement à cette offensive du militarisme, qui non seulement constitue un gaspillage de ressources colossal, mais ne vise qu'à satisfaire un agenda impérialiste, pas à garantir la sécurité des peuples. Cette nouvelle course aux armements représente une menace aggravée pour la paix mondiale. Plus que jamais, il faut se battre pour le désarmement et la coexistence pacifique.

Nous estimons néanmoins qu'il n'est pas raisonnable de vouloir supprimer l'armée suisse unilatéralement dans les circonstances actuelles. Sans armée, la Suisse ne pourrait assurer sa sécurité et sa souveraineté, ne pourrait le cas échéant faire respecter des pays voisins des choix démocratiques qui iraient à l'encontre de leurs vues. Si elle n'a plus d'armée à elle, la Suisse ferait fatalement appel à une autre armée, pour parler clairement à l'OTAN, avec le coût politique inacceptable que cela impliquerait. Aussi, sans vouloir supprimer l'armée, nous militons pour une armée de milice réduite, strictement défensive et démocratisée.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Une armée strictement défensive ;
2. Le maintien d'une armée de milice, nous refusons catégoriquement la perspective d'une armée professionnelle ;
3. Une armée démocratisée : réduction des pouvoirs discrétionnaires de la hiérarchie militaire, respect des droits démocratiques des soldats (droit d'association, de réunion, de pétition, liberté d'expression) ;
4. Le renforcement du contrôle démocratique sur l'armée ;
5. L'abolition de la justice militaire : l'armée ne doit plus être une enclave au-dessus du droit commun ;
6. L'interdiction de l'engagement de l'armée pour le maintien de l'ordre intérieur ou à la frontière contre les migrants ;
7. Le libre choix du service civil, d'une durée égale au service militaire, et son ouverture aux femmes. Nous nous opposons sans concessions à la remise en cause du service civil par la hiérarchie militaire ;
8. La réduction des armements, des effectifs et du budget de l'armée suisse ; qui sont excessifs pour une armée dont la finalité serait strictement défensive. Ces moyens et ces ressources peuvent être bien mieux employés pour le bien commun ;
9. Pas de coopération militaire avec des armées des pays impliqués dans des guerres ;
10. Le retrait des troupes suisses de l'étranger avec des exceptions possibles avec les mandats de l'ONU ;
11. Aucune participation suisse à des projets pour une armée européenne ;
12. L'abolition de la taxe de substitution du service militaire ;
13. L'interdiction de la vente d'armes de guerre ;
14. L'interdiction de la fabrication, de l'utilisation et de l'exportation du LBD 40 et similaire ;
15. La signature et la ratification du traité pour l'interdiction des armes nucléaires.

Pour un système de santé au service de la population

Sur le plan sanitaire, la crise du Covid 19 nous a démontré que le système hospitalier public est le seul bouclier capable de nous protéger lorsque la société et, surtout ses membres, sont menacés et fragilisés par une crise sanitaire. Et cela malgré une politique menée depuis des années par nos différents gouvernements, dont la seule recherche de rentabilité guide leurs décisions, les hôpitaux devenant des institutions de profits. Le nouveau système de financement hospitalier (DRGs) augmentant de beaucoup la concurrence entre les hôpitaux a pour conséquence une diminution considérable de la durée moyenne d'hospitalisation, ce qui peut parfois signifier un danger pour les patients. Cette approche basée sur la seule pathologie et non sur le patient dans sa globalité somatique, psychique et sociale est la négation d'une médecine humaine. Cette augmentation de la concurrence a engendré naturellement une réduction du personnel avec des conséquences sur la qualité de vie des soignants dont l'épuisement professionnel n'est pas seulement la conséquence du Covid. Nous craignons que cette situation empire encore dans le futur. Cette politique s'est aussi concrétisée parfois par des diminutions de lits (la moitié en dix ans dans toute la Suisse) et par une privatisation de certains services comme la salubrité ou la buanderie et par conséquent par un affaiblissement général du secteur public. Et malgré cela, grâce à la mobilisation de tout le personnel soignant, technique et logistique des hôpitaux publics,

notre système de santé a pu faire face à la pire crise sanitaire que la Suisse a connu depuis des décennies, mais à quel prix pour tout le personnel soignant et non soignant.

D'autre part nos autorités ont souvent focalisé leurs politiques sanitaires sur une vision hospitalo-centrique, négligeant le domaine de la santé publique dont on reconnaît aujourd'hui l'importance primordiale, les soins à domicile, les établissements médico-sociaux (EMS), les institutions de soins en santé mentale, et la première ligne, la médecine générale, base de notre système de santé. Car c'est à la qualité de la médecine générale et à son accessibilité et non aux super spécialités médicales qu'on juge le niveau d'un système de santé.

Nous demandons :

1. L'arrêt des coupures budgétaires dans le système de santé ;
2. L'arrêt des privatisations des services non soignants ;
3. Le renforcement par l'augmentation des budgets du service de la santé publique ;
4. Suite à l'acceptation par le peuple de l'initiative pour des soins infirmiers forts, nous demandons sa mise en pratique pour une amélioration importante des conditions de travail des infirmières et infirmiers. Aujourd'hui la moitié des infirmières et infirmiers abandonnent la profession en moyenne 13 ans après le début de leur activité.
5. Une réelle sécurité sociale, avec une caisse maladie unique avec des cotisations en fonction des revenus afin de mettre un terme à cette gestion absurde basée sur la concurrence entre les hôpitaux, les caisses maladie et l'État ;
6. La création de comités de patients dans chaque structure de soins hospitalière ;
7. La promotion de la médecine de première ligne en soutenant la médecine générale ;
8. L'augmentation des budgets de formation des professionnels de la santé afin de cesser de pomper dans d'autre pays pour combler la pénurie de personnel provoquant une double injustice : on ne paie pas leur formation et on les soustrait à leur pays qui connaissent des pénuries égales ou pire que dans notre riche pays ;
9. Suffisamment de personnel dans les EMS pour répondre aux besoins, et qui dispose d'un statut sûr et de conditions de travail correctes ;
10. Une revalorisation du personnel du secteur médico-social (CMS) à domicile notamment en mettant fin au chronométrage pour les infirmières et infirmiers ;
11. Un investissement massif dans la prévention contre les addictions telles que l'alcool et les drogues ;
12. Le remboursement des soins dentaires, des lunettes et des soins ambulanciers par l'assurance de base.

Logement

La Suisse connaît une pénurie de logements. Il est presque impossible de trouver un logement bon marché, en particulier dans les villes. Il y aurait pourtant suffisamment de place. Des centaines de milliers de mètres carrés de bureaux sont vides et inutilisés, et pourtant les spéculateurs, dans l'espoir de réaliser des bénéfices futurs, continuent de construire des complexes de bureaux. De nombreux immeubles de luxe sont également vides. Les requins de l'immobilier et les propriétaires s'enrichissent sans vergogne sur le dos de la population en situation d'urgence. Grâce à un taux d'intérêt de référence avantageux, ils ont escroqué les locataires de Suisse de près de 10 milliards de francs

depuis 2009. Les loyers ne cessent d'augmenter et la politique en place ne fait pas grand-chose pour atténuer la situation, et surtout rien pour aider réellement. Avec leurs revalorisations et leurs verdissements, ils ne font souvent qu'aggraver les choses, car ils n'empêchent pas que les loyers « usuels » du quartier augmentent de ce fait. La conséquence de la crise du logement est que les personnes disposant de peu de moyens sont chassées des villes.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Le droit au logement ; des logements abordables pour tous ;
2. Un loyer adapté au revenu des locataires et fixé à moins de 20 % du revenu ;
3. Une construction active de logements communaux sous un contrôle démocratique strict, avec comme priorité la mise à disposition de logements pour les classes de revenus inférieures. Pour l'occupation et l'utilisation de ces logements, des contrôles stricts des salaires ainsi que des contrôles du nombre de personnes doivent être effectués ;
4. Un contrôle étatique des loyers avec obligation de créer un nombre suffisant de logements à loyer modéré ; chaque logement est enregistré, chaque logement a un prix contrôlé, les loyers existants doivent être contrôlés ;
5. Les logements libérés doivent être soumis à une obligation d'annonce. Cela rend la recherche de logement plus transparente pour la population, lutte contre le népotisme et limite le fait que les bailleurs maintiennent des loyers élevés. Les communes doivent en outre avoir la compétence de pouvoir louer de force les logements vacants après un certain temps ;
6. Les propriétaires immobiliers doivent être expropriés sans dédommagement s'ils ne remplissent pas leurs obligations (par exemple s'ils laissent les logements se dégrader ou rester vides pendant une longue période) ;
7. La protection des locataires doit être étendue. Il faut une interdiction générale de résiliation. Les résiliations pour louer ensuite plus cher doivent être stoppées ;
8. Lors de la construction de nouveaux logements, interdiction d'exiger un loyer plus élevé que celui payé auparavant pour le logement correspondant qui a été démolit. Les rénovations de luxe ne doivent plus être autorisées ;
9. La fin des expulsions forcées ;
10. L'interdiction de la spéculation sur les logements et les terrains ;
11. Un droit général de préemption à la valeur officielle pour les communes et les coopératives d'habitation lors de ventes d'immeubles et de terrains à bâtir ;
12. La cession des biens immobiliers communaux et cantonaux uniquement en droit de construction ;
13. La nationalisation et le contrôle démocratique de la propriété foncière ;
14. La suppression des dépôts de garantie pour les locataires ;
15. Pas de privatisation de logements appartenant à l'État ;
16. L'augmentation du nombre d'appartements protégés et la facilitation de l'accessibilité aux logements protégés pour toutes et tous ;
17. Un soutien aux projets d'habitation participatifs et coopératifs ;
18. Une interdiction des coupures d'électricité, d'eau et de gaz en cas de difficultés financières des locataires ;
19. Des investissements publics massifs dans l'isolation des bâtiments.

Culture

Dans une société de classe, la politique culturelle a aussi un caractère de classe. A cela, il faut opposer une culture démocratique.

La culture est un moyen d'ouvrir l'esprit. Elle doit permettre de favoriser la compréhension du monde ainsi que le dialogue entre les individus de tous horizons. En ce sens, elle est un pilier essentiel de l'amélioration de nos sociétés. Or, dans notre système actuel, elle est souvent soumise à des impératifs de rentabilité qui l'empêchent de remplir sa mission. Nous militons donc pour une culture structurée autour de son objectif premier : l'élévation de l'individu et de la société.

Concrètement, nous revendiquons :

1. L'accès gratuit à l'enseignement de la musique, de la danse, de la peinture et des activités artistiques en général ;
2. Une répartition plus équitable du soutien public à la culture ;
3. Un encouragement plus important pour les jeunes artistes avec des offres de formations adaptées ;
4. La création d'espaces culturels autogérés ;
5. Un soutien accru de l'État aux manifestations culturelles ;
6. Une garantie de l'accès à la culture pour toutes et pour tous ;
7. La création d'un véritable statut pour les intermittents du spectacle ;
8. Rendre tous les musées et monuments publics gratuits au moins de 25 ans ;
9. Pour une culture de proximité au sein de la vie des gens plutôt qu'une consommation exclusive de la culture dans des institutions culturelles ;
10. Un soutien aux travailleurs et travailleuses temporaires dans le secteur culturel.

Formation

Les institutions de formation sont le reflet de la société. On a tendance à enseigner ce qui sert aux classes dominantes. Cela contraste avec une éducation émancipatrice qui nous permettrait de surmonter l'exploitation et la domination de classe.

Concrètement, nous revendiquons :

1. Un soutien financier accru de l'État pour les institutions publiques de formation ;
2. Non aux coupes dans le soutien à la recherche ;
3. Une aide ciblée pour les enfants et les familles des travailleuses et travailleurs et des migrants et des migrantes indépendamment du statut de sans-papier de leurs parents ;
4. L'interdiction de l'influence de l'économie privée sur le contenu de la recherche et de l'enseignement notamment via les manuels scolaires ;
5. Une école gérée démocratiquement, basée sur la coopération et la responsabilité collective ;

6. Une formation gratuite pour toutes et tous de la crèche jusqu'à la fin des études supérieures y compris la formation professionnelle ;
7. La formation obligatoire et gratuite jusqu'à 18 ans pour toutes et tous, quel que soit le statut légal des jeunes en question ;
8. Un minimum de deux jours d'école par semaine pour les apprentis et les apprenties ;
9. L'abolition du système scolaire à niveau dans l'école obligatoire au profit d'une école inclusive et non sélective, dotée des moyens nécessaires ;
10. L'éducation sexuelle dès les classes primaires ; y compris sur les questions LGBT ;
11. Un soutien financier automatiquement accordé à tous les étudiants et étudiantes et les apprentis et apprenties qui en ont besoin ;
12. Une augmentation du nombre de places d'apprentissage avec le soutien des centres de formation cantonaux ;
13. Plus de droits pour les apprentis et apprenties et une meilleure protection de ceux-ci et celles-ci ;
14. Une augmentation du corps enseignant dans les écoles primaires et secondaires ;
15. La formation continue des enseignants et des enseignantes en particulier avec le but de comprendre l'élève et son contexte social et économique ;
16. Un nombre limité d'élèves par classe de la maternelle à la fin de la scolarité obligatoire ;
17. Une prévention active dans les écoles contre la violence et les risques liés à l'alcool, la drogue et le tabac ;
18. Une école laïque ;
19. Une introduction modérée et contrôlée des nouvelles technologies à l'école plutôt que la digitalisation à tout va dès l'école maternelle ; en aucun cas la digitalisation ne doit renforcer les inégalités scolaires avec des coûts reposant sur les familles pour l'acquisition du matériel (ordinateurs, tablettes, etc.) ;
20. La lutte contre le harcèlement scolaire ;
21. La lutte contre le harcèlement sexuel dans les lieux de formation ;
22. La définition et mise en œuvre d'un programme scolaire dans tout degré de scolarisation avec une éducation qui respecte les différences de genre ;
23. Une formation professionnelle qui prend en considération les changements énergétiques et qui est attentive au respect de l'environnement ;
24. Une aide ciblée pour les enfants en difficultés et l'intégration des jeunes avec un handicap ;
25. La mise en place de formations en droit du travail avant la fin de la scolarité obligatoire ;
26. Le pardon des crédits et des bourses d'études à celles et ceux ayant terminés leur formation afin que ces personnes puissent commencer leur vie active sans un fardeau de dettes limitant leur développement ;
27. La facilitation de l'accès aux bourses d'études et l'accélération des procédures d'octroi ;
28. La suppression des filières à l'école obligatoire et introduction de classe hétérogènes, afin de ne pas sélectionner les élèves trop tôt.

Pour une démocratisation et une souveraineté numérique

Nous sommes de plus en plus dépendants de la numérisation et des outils qui y sont associés. Cette numérisation se retrouve dans beaucoup de secteurs publics, notamment pour les démarches administratives, telles que les demandes de subsides, de bourses d'études ou les inscriptions à l'ORP, mais aussi dans l'achat de billet de transports publics. Ce tout numérique fait que nous n'aurons probablement plus le choix que d'être contraints à utiliser au quotidien des outils tels qu'ordinateurs, téléphones portables ou QR codes au détriment du contact humain. Malheureusement, pour beaucoup de gens, particulièrement pour les personnes âgées, cela crée une fracture numérique, et, de par ce fait, une exclusion sociale, car tous ne savent pas utiliser ces outils ou n'ont tout simplement pas le matériel pour le faire.

Internet est très utilisé au quotidien, que ce soit dans notre utilisation personnelle mais aussi pour l'administration, les paiements, les études, etc... Or, l'utilisation du net n'est pas sans danger, entre les collectes de données qui sont revendues à des tiers, le piratage informatique et le stockage de nos fichiers sur des cloud dont on ne sait finalement pas où ils finissent réellement. À titre d'exemple, plusieurs villes de Suisse ont subi ces derniers mois des cyberattaques avec vol de données sensibles de citoyens et citoyennes. À cela, on peut ajouter la mainmise des GAFAM, ces multinationales du numérique qui sont peu soucieuses du respect de la vie privée des gens et qui en plus gagnent des sommes astronomiques tout en échappant le plus possible aux impôts.

Enfin, le numérique est malheureusement fréquemment utilisé pour faire de la surveillance de masse, du fichage de citoyens et de la reconnaissance faciale via des caméras de surveillance de nouvelle génération (déjà en test dans certaines gares de Suisse). Ces derniers mois, des affaires ont éclaté dans notre pays, notamment celles de grévistes du climat qui ont été espionnés par la FedPol avec des logiciels du FBI servant à traquer les terroristes, pour avoir appelé à une grève de l'armée. Notre Parti ayant été pendant plusieurs décennies surveillé et fiché, nous ne pouvons que nous indigner et fermement nous opposer contre ce genre de mesures.

Néanmoins, le PST-POP pense que le numérique doit devenir un bien commun au service du progrès humain, de la démocratie, de l'écologie, du social et de l'économie. En aucun cas, la révolution numérique ne devrait être concentré dans les mains de quelques multinationales dont le but est de faire une multitude de profits.

Concrètement nous revendiquons :

1. De lutter contre la fracture numérique, en organisant par exemple des cours accessibles à tous pour des initiations aux nouvelles technologies ;
2. Garantir des services publics avec des guichets physiques pour les personnes n'ayant pas la possibilité d'avoir recours aux outils numériques ;
3. De limiter au maximum l'utilisation du numérique dans l'enseignement obligatoire ;
4. Lutter contre la surconsommation numérique en lien avec la défense de l'écologie ;
5. De rendre internet gratuit, libre et rapide dans tous les lieux et bâtiments publics ;
6. D'exclure les partenariats entre l'État et les GAFAM (par exemple dans l'éducation ou la santé publique) ;

7. D'utiliser des systèmes d'exploitation informatiques et des logiciels libres dans les services publics et l'enseignement, et mettre à disposition en open source tous les logiciels développés par les administrations publiques ;
8. Plus de protection des citoyens et citoyennes contre les géants du net ;
9. Garantir la vie privée et la sécurité dans la collecte de données dans les lieux publics ;
10. Assurer la transparence totale sur les données qui sont collectées, leur utilisation et les algorithmes utilisés par les administrations publiques ;
11. Confier des données publiques d'ordre personnel et sensible, en lien notamment avec la santé et l'éducation, uniquement à des structures publiques suisses, pour ainsi en assurer leur traitement, leur stockage et leur hébergement ;
12. Développer un cloud souverain, sous l'égide de la Confédération et géré uniquement par un organisme public ;
13. Renforcer la cybersécurité de l'État, des collectivités publiques et de nos services publics ;
14. Développer des outils numériques libres et publics, ainsi que les infrastructures correspondantes, dans le but de permettre aux citoyens et citoyennes de participer aux décisions publiques en collaboration avec les collectivités et administrations publiques ;
15. Faire de la prévention en sensibilisant aux risques des addictions numériques ;
16. Imposer fiscalement les entreprises « présentes numériquement » sur notre territoire ;
17. Interdire la surveillance de masse ;
18. Interdire l'usage de la reconnaissance faciale dans l'espace public notamment via des caméras de surveillance ;
19. Interdire les panneaux publicitaires numériques qui sont aussi inutiles qu'énergivores ;
20. Cesser de considérer l'évolution numérique comme inévitable et réfléchir à la possibilité de construire une société déconnectée. Si l'issue de la réflexion ne doit pas nécessairement conduire à un abandon total de ces technologies, il faut en tout cas être prêt à une évaluation sans concession, quel qu'en soit le résultat.

Pour le socialisme et contre la barbarie

Comme le disait Rosa Luxembourgeois il y a plus de 100 ans : « Socialisme ou barbarie ! » Dans la lutte contre la barbarie et pour le socialisme, nous nous attachons aux conditions de vie et aux intérêts objectifs des gens et de la nature. Les personnes touchées par la crise du capitalisme, le racisme et la xénophobie doivent se battre pour leurs intérêts. Le PST-POP considère qu'une de ses tâches principales est de les mobiliser pour la lutte commune. De ce fait, la lutte extra-parlementaire, tout comme le renforcement de l'organisation et de la disponibilité au combat du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, sont des éléments centraux de notre travail.

Si le combat de classe à l'intérieur même du système, pour résister à ses empiètements, pour arracher des progrès sociaux et démocratiques dans son cadre, est indispensable, notre lutte ne s'y limite pas. Car les crises actuelles, comme d'autres dans l'histoire du capitalisme, ne sont pas des phénomènes passagers mais des crises structurelles au système. Leurs causes ne sont pas à trouver dans des erreurs ou dans les mauvaises intentions de tel ou tel décideur, mais sont contenues dans la nature même du capitalisme et dans ses contradictions internes. Fondamentalement, il y a à l'origine de toutes ces perturbations une crise de surproduction et de suraccumulation du capital, qui se résoudra, en fonction des rapports de force, soit par une adaptation du système (qui provoquera à son tour de nouvelles crises – comme l'histoire l'a montré), soit par une nouvelle organisation de la production. Sans parler de l'aggravation de la confrontation entre blocs et du changement climatique, qui risquent de se « résoudre », si on n'y fait rien, par la disparition même de l'humanité.

Notre combat ne se limite pas non plus à la Suisse. Notre Parti est résolument internationaliste, et reste plus que jamais fidèle à la leçon de Karl Marx : les peuples peuvent ou triompher ensemble, ou échouer chacun séparément. C'est pourquoi la solidarité internationale est une valeur fondamentale du PST-POP. Nous nous opposons aux guerres impérialistes. Nous condamnons toute tentative d'imposer l'hégémonie néocoloniale et de s'approprier les ressources qui appartiennent aux peuples. Nous sommes solidaires des luttes de tous les peuples du monde pour leurs droits, pour leur émancipation, pour le socialisme. Une révolution socialiste ne peut réussir sans cette solidarité.

Sur la base du marxisme

Il ne s'agit pas seulement d'une réforme de l'économie, de l'État ou des structures sociales, pour éliminer les effets négatifs du capitalisme. Il s'agit de transformer la société. Pour cela, le PST-POP se fonde sur les bases du marxisme. Notre but est la construction d'une société nouvelle, socialiste, c'est-à-dire la nationalisation des principaux secteurs de l'économie, l'extension des coopératives dans tous les secteurs, une économie qui fonctionne pour le bien de toutes et de tous et non pour les profits de quelques-uns et une démocratie réellement populaire, à partir des lieux de travail, où le pouvoir appartient vraiment au peuple et non à quelques lobbys privés.

Notre but final

Mais nous ne voulons pas nous arrêter là. Notre but final est la société communiste, c'est-à-dire une société sans classe, dans laquelle la vie a un sens pour tout le monde, dans

laquelle l'exploitation de l'humain par l'humain, la domination et l'aliénation sont supprimées et où l'équilibre écologique est reconstitué. Les valeurs de cette société seront l'égalité des droits, le respect mutuel, la paix et l'absence de contraintes et de misère. Dans ce sens, nous sommes un parti révolutionnaire, qui se distingue de tous les autres partis politiques en Suisse. Cette révolution sociale sera le résultat d'un long combat d'un large mouvement populaire, qui restera fidèle aux principes de l'unité et de la solidarité entre les travailleurs et travailleuses du monde entier.

Ce n'est qu'alors que toutes les contradictions héritées du capitalisme pourront être dépassées, que l'humanité sortira de sa préhistoire et pourra aller de l'avant, en inscrivant sur ses bannières : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ! »

Un changement radical est nécessaire !

Les sections cantonales du PST-POP

ARGOVIE



NEUCHÂTEL



BALE



TESSIN



BERNE



VALAIS



GENEVE



VAUD



JURA



ZURICH

